



Numéro 7

Septembre 2023

Le Parlement canadien ovationne un vétéran de la Waffen-SS

Le Canada tente de présenter des nazis ukrainiens comme des combattants de la liberté

- **Non à la glorification du nazisme! Honte au Parlement canadien!**

– *Jeunes pour le renouveau démocratique* –

- **Déclarations**
- **Lettres à la rédaction**

Matériel de référence

- **Le passé sanglant de la division SS Galicie**
 - **Création du Comité canadien ukrainien**
 - **L'officier de l'ARC qui a sciemment amené la Waffen SS d'Hitler au Canada**
- **Les crimes de guerre, les nationalistes ukrainiens et l'État canadien**
 - *Peggy Morton* –
- **Notes historiques sur les organisations «nationalistes» en Ukraine occidentale**
 - **Les États-Unis ont construit l'OTAN en la plaçant sous la responsabilité de criminels de guerre nazis**
 - *Dougal MacDonald* –

Les accords de Munich de 1938 et la fraude de l'histoire

- **Falsifier le passé pour justifier les crimes du présent**

Le Parlement canadien ovationne un vétéran de la Waffen-SS

Le Canada tente de présenter des nazis ukrainiens comme des combattants de la liberté

La vérité sur ce qui s'est passé pendant et après la Deuxième Guerre mondiale est bien documentée et connue, au Canada comme à l'étranger. Ce qui n'empêche pas qu'on assiste encore aujourd'hui à des tentatives incessantes de commettre la fraude sur le plan de l'histoire, comme celle à laquelle nous venons d'assister où on tente de présenter un criminel de guerre nazi ukrainien comme un «

vétéran de la Seconde Guerre mondiale qui s'est battu pour l'indépendance ukrainienne contre les Russes ». « C'est un héros ukrainien, un héros canadien, et nous le remercions pour tous les services qu'il a rendus », a dit le président de la Chambre des communes.

C'est avec cette introduction que le président de la Chambre des communes a demandé à la Chambre de rendre hommage à un criminel de guerre nazi ukrainien qui a trouvé refuge au Canada après la Deuxième Guerre mondiale, et qui par-dessus le marché vit dans sa circonscription. Ce sont les tentatives habituelles de réécrire l'histoire pour dire que les nazis et les collaborateurs nazis étaient des combattants de la liberté pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'est fait pour justifier le soutien à ces mêmes éléments actifs dans la guerre actuelle des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine, sous la même bannière de grands idéaux et de « lutte contre l'agression russe ».



Pour le comble, le président de la Chambre, qui a depuis démissionné, a prétendu ne pas savoir qui est cet homme, ni, sans aucun doute, tous les autres qui, comme lui, sont protégés et placés dans des positions de pouvoir au Canada. Les justifications éhontées données par le premier ministre Justin Trudeau et la leader parlementaire Karina Gould, qui ont rejeté le blâme sur le président et prétendu ne pas avoir été au courant de l'invitation faite au criminel de guerre, montrent tout simplement que les Canadiens ne peuvent confier leur sécurité à cette classe dirigeante, sur quel que front que ce soit. Le silence de la vice-première ministre, qui défend ouvertement la cause de ces soi-disant combattants de la liberté ukrainiens, en dit long également.

Ces gens pensent qu'ils peuvent maintenant se soustraire à l'infamie en demandant que toute l'affaire soit rayée du procès-verbal de la Chambre des communes. L'enregistrement de la session montre que tous les députés présents à la Chambre pour accueillir Zelensky ont réservé à ce nazi non pas une, mais deux ovations debout et prolongées.

La fraude est commise lorsque le passé est déformé pour justifier les crimes commis aujourd'hui. Lorsque le Parlement canadien a ovationné un criminel de guerre nazi avoué, il a commis une fraude sur le plan historique. C'est la marque de commerce des gouvernements libéraux et conservateurs du Canada, du NPD et maintenant d'autres partis désireux de s'attirer les faveurs d'intérêts privés étroits qui gagnent des milliards grâce à la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN en Ukraine.

Les excuses du président de la Chambre, qui a dit qu'il s'agissait d'une erreur parce qu'il n'a pas fait preuve de la diligence nécessaire concernant l'histoire de ce criminel de guerre que toute la Chambre des communes a ovationné, ne suffiront pas. En le présentant comme un vétéran qui a combattu l'agression russe pendant la Deuxième Guerre mondiale, il trahit une vision hostile à la cause pour laquelle les Canadiens ont sacrifié tant de vies pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'est précisément sur cette conception qu'est fondée la falsification officielle de l'histoire par le Canada, et pas un seul des députés qui ont participé à l'ovation debout n'est exempt de reproche. Ils ne font que s'enfoncer dans le bourbier en essayant de se distancier de leur geste.

L'excuse « je ne savais pas » n'est jamais acceptable, surtout pas de la part de ceux qui prétendent représenter les Canadiens. Ils se satisfont de leurs rémunérations de députés et de ministres pour leur « service au public », lequel inclurait apparemment le soutien à la mise en scène de falsifications historiques.

Le président de la Chambre, après avoir été jeté dans la fosse aux lions par ses collègues, n'a finalement eu d'autre choix que de démissionner, mais le gouvernement Trudeau dans son ensemble doit rendre des comptes, à commencer par le premier ministre, la vice-première ministre, les

ministres des Affaires étrangères et de la Défense et la leader parlementaire, qui tous reprennent allègrement le cri de guerre des nazis ukrainiens « Slava Ukraini » chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Les partis d'opposition doivent répondre de leur prétendue ignorance. L'affront impardonnable qu'ils ont fait à tous les Canadiens et à tous celles et ceux qui, dans le monde, ont donné leur vie pour la paix, la liberté et la démocratie ne peut pas se justifier en invoquant l'ignorance. Quiconque clame l'ignorance sur une question aussi fondamentale ou applaudit les nazis actuels n'est pas apte à gouverner.

Le vol du trésor public du Canada pour financer la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN et le gouvernement corrompu de Volodymyr Zelensky n'est pas non plus une question d'ignorance quant à l'identité de ces nazis ukrainiens et aux crimes qu'ils ont commis contre les juifs, le peuple polonais, les Roms, les soldats soviétiques, les partisans et les communistes. Ils devront répondre de leur zèle à déformer la vérité et à feindre l'innocence.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) publie ce *Supplément du Marxiste-Léniniste* avec des articles tirés des archives du Centre de ressources Hardial Bains et de la presse du Parti sur les falsifications de l'histoire d'hier et d'aujourd'hui. Les jeunes en ont besoin pour régler les comptes avec les tentatives de fausser l'histoire aujourd'hui. L'objectif est d'armer les jeunes, les travailleurs épris de paix et la société tout entière d'une conception du monde qui ouvre la voie au progrès. De cette manière, les travailleurs ne seront pas démunis dans leur effort pour tracer leur propre voie vers la paix et la démocratie. Ils ne seront plus forcés de prendre position pour ou contre ce que disent et font les anticommunistes virulents et les collaborateurs des nazis.

Régler les comptes avec la vieille conscience de la société, c'est donner au corps politique une conception du monde et des définitions modernes dont il a besoin pour créer des formes de gouvernance qui défendent les droits que toutes et tous possèdent du fait de leur humanité. Faire l'éloge des monstres nazis qui ont commis des atrocités dans le passé et se joindre à leurs descendants pour commettre des atrocités dans le présent montre jusqu'où s'abaissent ces forces du pouvoir et des privilèges, que ce soit dans le gouvernement, dans l'opposition officielle, dans le milieu universitaire ou dans les médias. Rien ne les rachètera. Rien ne les exonérera. C'est à juste titre que les Canadiennes et les Canadiens sont indignés de ce qu'ils viennent de voir.



Non à la glorification du nazisme! Honte au Parlement canadien!

– Jeunes pour le renouveau démocratique –



Lors de la visite du président ukrainien Zelensky au Canada, le 22 septembre, la Chambre des communes et Zelensky lui-même ont ovationné Yaroslav Hunka, un nazi ukrainien-canadien de 98 ans qui était membre des SS d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale. Le plus étonnant c'est qu'aucun chef de parti ou député n'a élevé la voix contre cet hommage honteux. Après que le

président de la Chambre, Anthony Rota, l'a présenté comme un « héros ukrainien » qui « s'est battu contre les agresseurs russes pendant la Seconde Guerre mondiale », tous les députés présents se sont levés et ont applaudi. La plus enthousiaste a été la vice-première ministre Chrystia Freeland, dont on sait qu'elle est fière de son grand-père nazi.

Selon les articles de blog de Hunka écrits entre 2010 et 2011, il s'est porté volontaire pour faire partie de la Waffen-SS dans la région de Ternopil en 1943, après avoir reçu une formation militaire en Allemagne nazie. Il convient de noter que Ternopil a été un centre des campagnes d'extermination nazies : avant la guerre, environ 20 000 Juifs vivaient dans la ville et, à la fin de l'occupation nazie, seuls quelques centaines d'entre eux ont survécu. Ce furent, rappelle Hunka sur les réseaux sociaux, les meilleurs moments de sa vie. Il s'agit manifestement d'un individu coupable de crimes contre l'humanité et qui ne regrette pas son passé.

Le Canada a joué un rôle odieux après la guerre en faisant venir des milliers d'anciens SS tels que Hunka, évitant qu'ils soient jugés pour leurs crimes contre les peuples. À l'époque, cela faisait partie d'un vaste plan anglo-américain visant à venir au secours d'autant de vestiges du fascisme nazi que possible afin de les réorganiser en opposition au triomphe d'un ordre véritablement démocratique où la paix pouvait prévaloir et où l'amitié entre les nations pouvait être établie.

Le plus criminel est que tout cela est présenté comme étant fait en notre nom, comme quoi les Canadiens seraient « toujours aux côtés de l'Ukraine ». En réalité, cela n'a rien à voir avec les aspirations du peuple canadien ou québécois et tout à voir avec les intérêts des dirigeants, qui participent à la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine. Leur conception du monde est si étroite qu'ils ne reconnaissent plus la politique en tant que telle et ne s'opposent pas à la politique nazie-fasciste. Leur seul critère de soutien est que vous devez être en faveur de la destruction de l'Ukraine en tant que nation et de la tentative futile de détruire la Russie. Le message est que tant que vous remplissez ces conditions, même si vous êtes un SS, vous trouverez de l'appui au Canada.

Des dizaines de millions de héros à travers le monde sont morts en combattant dans la guerre antifasciste mondiale contre les hitlériens. Plus d'un million de Canadiens ont combattu ce fléau et, aujourd'hui, plusieurs millions de leurs descendants directs vivent dans ce pays. Leur sacrifice héroïque n'est pas reconnu par le Parlement. Au contraire, le 22 septembre, le gouvernement canadien a craché sur la tombe des morts et déshonoré les vivants.

Les Canadiens, les Québécois et toute l'humanité progressiste rejettent avec mépris les affirmations selon lesquelles les nazis ont joué un rôle positif dans l'histoire tant qu'ils « s'opposaient à la Russie ». Dans la guerre antifasciste mondiale, les Canadiens ont combattu aux côtés des Russes, des Ukrainiens et des autres peuples soviétiques représentés dans l'héroïque Armée rouge, dans leur objectif commun d'une humanité libérée. Les personnes dotées d'une conscience ont depuis longtemps déclaré que le nazisme était le plus grand ennemi des peuples, et toute tentative de réhabilitation ou de glorification de leurs actions suscite une profonde réaction de dégoût. Les peuples honorent ceux qui ont vaincu le nazi-fascisme, pas ceux qui l'ont défendu.



Pas en notre nom !



Déclarations

Voici une sélection de déclarations sur les ovations accordées à Yaroslav Hunka au Parlement canadien. L'importance de ces déclarations est qu'elles proviennent de pays et de peuples qui ont souffert aux mains de la division Waffen-SS Galizien des nazis ukrainiens dont Hunka faisait partie, ou d'autres collaborateurs nazis comme lui qui ont reçu refuge au Canada.

Déclaration du ministère des Affaires étrangères russe

L'hommage public rendu à Yaroslav Hunka, 98 ans, partisan de Bandera et membre de la 14^e division de grenadiers Waffen de la SS (1^{er} Galicien), au Parlement canadien lors de la visite de Volodymyr Zelensky, caractérise parfaitement le régime du premier ministre Justin Trudeau, qui a épousé une russophobie sans retenue. Il s'agit de l'affront le plus cynique qu'on puisse faire à la mémoire des victimes du nazisme. Les collaborateurs ukrainiens qui ont servi les nazis ont évité de répondre du génocide dans les territoires occupés de l'Union soviétique et de l'Europe, pour se réfugier au Canada après la Grande Guerre patriotique.

Même si certains membres du Parlement canadien tentent de s'excuser rétrospectivement, devant la tempête d'indignation de la part de la communauté juive et même de l'allié d'Ottawa, la Pologne, il n'en demeure pas moins que l'idéologie ultra-libérale propagée au Canada et imprégnée de haine pour la Russie, sa culture, ses valeurs religieuses et traditionnelles, a essentiellement les mêmes racines que le nazisme. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve dans le pays des monuments à la gloire des dirigeants du nationalisme ukrainien et si l'écrasante majorité des nazis qui ont reçu l'asile, comme Yaroslav Hunka, finissent leurs jours en sécurité, honorés et choyés (notamment par la vice-première ministre Chrystia Freeland) en tant que « combattants contre le communisme russe ».

Les actions hostiles du gouvernement canadien, qui tente de surpasser les États-Unis dans sa rage de sanctions antirusse en allongeant constamment la liste des personnes visées avec de nouveaux noms de politiciens, de personnalités culturelles et de membres de leur famille, ainsi que des établissements d'enseignement entiers, ne resteront certainement pas sans réponse. Ne tolérons pas le flirt des libéraux canadiens avec le nazisme et faisons tout ce qu'il faut pour rétablir les relations russo-canadiennes, qui sont ébranlées par une profonde crise par la faute d'Ottawa.

Nous attendons des forces saines de la société canadienne qu'elles s'élèvent contre la nazification de l'histoire et de la vie quotidienne encouragée par les autorités du pays, ainsi que contre la russophobie agressive.

(25 septembre 2023)

Déclaration du ministère des Affaires étrangères biélorusse

La Biélorussie, qui a perdu le tiers de ses citoyens au cours de la Deuxième Guerre mondiale, est scandalisée et profondément offensée par ces images où on rend hommage à un ancien combattant de la division SS « Galicie » à la Chambre des communes du Parlement canadien.

Nous sommes convaincus qu'une attitude aussi cynique envers la mémoire de milliers de victimes innocentes du nazisme n'est pas le fruit du hasard, comme le prétendent maintenant les organisateurs de ce spectacle.

C'est une expression de la politique cohérente de longue date des autorités canadiennes et de quelques pays de l'Occident collectif qui consiste à dissimuler et disculper les criminels nazis et délibérément approuver les tentatives de réécrire l'histoire.

Dans cette optique, il n'est pas étonnant que les requêtes de Minsk aux autorités canadiennes pour l'aider à enquêter sur la participation criminelle de certains au génocide de la population de la Biélorussie pendant la Grande Guerre patriotique et dans la période d'après-guerre restent sans réponse.

Il suffira de rappeler un autre criminel nazi d'origine ukrainienne, le notoire bourreau de Khatyn, Vladimir Katryuk, qui a vécu au Canada pendant plus de 60 ans et qui n'a pas eu le châtement qu'il méritait parce que les autorités canadiennes ont refusé de l'extrader.

Nous demandons que les organisations internationales et publiques, les associations et fondations vouées à la commémoration des victimes de la Deuxième Guerre mondiale jettent, comme il se doit, un regard juridique et moral sur cet incident.

Nous attendons des excuses officielles des autorités canadiennes.

(25 septembre 2023)

Remarques de l'ambassadeur de Pologne au Canada

L'ambassadeur de Pologne au Canada, Witold Dzielski, a déclaré à CTV le 25 septembre que la division Galicie de la Waffen-SS a contribué à la mort de six millions de Polonais pendant la Deuxième Guerre mondiale, dont la moitié était juive. Il a déclaré à propos de la personne qui a été ovationnée à la Chambre des communes le 22 septembre en tant qu'un héros de l'Ukraine :

« [Yaroslav Hunka] est un individu qui a participé à une organisation qui s'en prenait aux Polonais, qui commettait des meurtres de masse de Polonais, non seulement du personnel militaire mais aussi des civils. Pour moi, de telles personnes ne devraient pas être présentes dans la vie publique et devraient probablement être poursuivies en justice. »

Dans un entretien accordé à CBC le même jour, Witold Dzielski estime que le président de la Chambre des communes, Anthony Rota, devrait aller plus loin dans ses excuses pour avoir invité à la Chambre des communes un Ukrainien qui a servi dans une unité nazie. En plus de s'excuser auprès de la communauté juive, il devrait reconnaître les atrocités commises par cette unité contre les Polonais. Lorsqu'Anthony Rota a démissionné de son poste de président de la Chambre des communes le 26 septembre, il a dit que ses actions avaient « causé de la douleur à des individus et à des communautés, y compris à la communauté juive au Canada et dans le monde entier, ainsi qu'aux survivants des nazis en Pologne et dans d'autres pays ».

Le ministre polonais de l'Éducation, Przemyslaw Czarnek, a demandé l'extradition de Yaroslav Hunka. Dans une entrevue accordée à Global News le 26 septembre, l'ambassadeur Dzielski a précisé : « Je ne pense pas que nous entamions un processus d'extradition. Un ministre polonais a demandé à l'Institut de la mémoire nationale d'envisager cette option. » Il a expliqué que l'Institut de la mémoire nationale est chargé de sauvegarder les archives de l'histoire et des souffrances de la Pologne, comme celles de la Deuxième Guerre mondiale, au cours de laquelle près de six millions de Polonais ont été tués, soit environ un quart de la population du pays.

« Cette institution est très importante en Pologne et son rôle est de préserver la mémoire et d'enquêter sur les crimes commis contre la nation polonaise, d'un point de vue historique », a expliqué Witold Dzielski.

« Je suis donc certain que cette demande sera examinée par l'Institut de la mémoire nationale et que des mesures seront peut-être prises par la suite. Mais pour l'instant, il s'agit des premières étapes de la demande d'engagement de l'Institut dans le processus. »

Witold Dzielski a indiqué qu'il devra vérifier auprès de l'institut s'il possède un dossier sur Yaroslav Hunka en particulier, mais que l'unité dans laquelle de nombreux groupes juifs ont déclaré qu'il avait servi – la 14e division Waffen Grenadier de la SS – est bien connue en Pologne pour sa brutalité.

C'est pourquoi il a déclaré que la Pologne cherchait à obtenir des excuses qui reconnaissent ces faits.

« Les excuses, qui ont été présentées dans la sphère publique, s'adressent en particulier aux communautés juives, ce qui est tout à fait approprié et évidemment nécessaire dans le contexte de l'ensemble de la situation, mais elles ne s'adressent pas aux communautés polonaises », a déclaré Witold Dzielski.

« Il faut se rappeler que ce groupe militaire particulier, qui a malheureusement été mis en lumière, a agi de manière brutale contre des Polonais assassinés – des Polonais de souche et des Juifs de souche. Les deux groupes étaient de nationalité polonaise, il s'agissait donc essentiellement de Polonais. »

Il a ajouté que l'omission des Polonais dans ces excuses est historiquement erronée.

Déclaration du Centre Simon Wiesenthal

Le Centre Simon Wiesenthal demande au premier ministre canadien Justin Trudeau de condamner explicitement la Division Galicie, une organisation fondée par les nazis et faisant partie de la Waffen SS, qui a prêté serment d'allégeance à Hitler pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Cette décision fait suite à l'hommage rendu par le Parlement canadien à un « héros » âgé de 98 ans, qui était membre de la Division Galicie. La filiale canadienne du Centre Simon Wiesenthal, Les Amis du Centre Simon-Wiesenthal, a déjà demandé la démission d'Anthony Rota en tant que président de la Chambre des communes après que l'ancien membre de la Waffen SS, tristement célèbre pour son implication dans les atrocités de l'Holocauste, a été célébré sur le parquet de la Chambre des communes.

« Personne ne leur a mis un pistolet sur la tempe pour servir dans cette division, a déclaré le rabbin Abraham Cooper, doyen associé et directeur de l'action sociale mondiale du Centre Simon Wiesenthal. Hier, c'était Yom Kippour, le jour le plus saint du judaïsme, où la Bible nous enseigne de ne pas tenir les enfants pour responsables des crimes de leurs parents.

« Cependant, nous n'oublierons jamais et ne pardonnerons jamais. Plus d'un million de Juifs ont été massacrés dans cette région par les nazis et leurs collaborateurs volontaires. Cela nous ramène à l'après-Deuxième Guerre mondiale, lorsque les Britanniques ont expédié 5 000 Ukrainiens au Canada. Nombre d'entre eux s'identifiaient comme anticommunistes, mais les Britanniques n'ont jamais informé le gouvernement canadien que parmi eux se trouvaient des individus impliqués dans des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre », a ajouté Abraham Cooper.

Simon Wiesenthal, l'héroïque chasseur de nazis, a refusé de retourner au Canada après sa première visite, estimant que le gouvernement canadien n'avait pas la volonté politique de traiter les questions relatives aux criminels de guerre nazis. « Certains se demandent qui a gagné la guerre froide : les anciens criminels de guerre nazis », conclut Abraham Cooper.

(25 septembre 2023. Traduit de l'anglais par LML)



Lettres à la rédaction

La débâcle soulève de sérieuses questions sur Zelensky et l'Ukraine

Mes deux oncles qui sont morts courageusement en luttant contre les Nazis se retourneraient dans leur tombe s'ils apprenaient que ceux qui ont combattu du côté des nazis, ainsi que leurs descendants et promoteurs d'aujourd'hui, ont été « honorés » au Parlement canadien. Une ovation avec, en tête, le premier ministre Trudeau et le président ukrainien Volodymyr Zelensky, a été réservée à un nazi qui a combattu avec la 14e division Galicie des Waffen-SS, une bande militaire sanguinaire commandée par Heinrich Himmler.

Le Waffen-SS a été déclaré organisation criminelle aux procès de Nuremberg et, pourtant, au moins 2 000 de ses combattants ont été « légalement » accueillis au Canada après la Deuxième Guerre mondiale. Aussi incroyable que cela puisse sembler, l'un d'eux a été nommé chancelier de l'Université de l'Alberta, a été le président de l'Association des progressistes-conservateurs de l'Alberta et a reçu l'Ordre du Canada. D'autres membres des Waffen-SS ont aussi eu des postes importants.

Comprenons-nous vraiment qui nous finançons en Ukraine et dans quel but ? Comprenons-nous le danger que représente la promotion de vils provocateurs comme Zelensky et ses comparses ? Il suffit de penser à qui les appuient, l'impérialisme américain et l'OTAN, deux des plus grandes organisations terroristes au monde qui ont une longue et brutale histoire de guerres d'agression contre tous ceux qui leur résistent.

Un éducateur d'Edmonton

Peut-être une erreur, mais pas un écart

Selon Radio-Canada, si les partis de l'opposition demandent un vote sur une motion à la Chambre des communes appelant le président Anthony Rota à démissionner pour avoir convié la Chambre à honorer un nazi notoire, « plusieurs membres importants du cabinet du premier ministre Justin Trudeau ont dit à Radio-Canada qu'ils ne peuvent s'imaginer un scénario où les députés libéraux voteraient de sauver la peau de Rota ».

Il devient clair que les dirigeants au Canada cherchent désespérément à se distancier d'une corrélation aussi évidente entre l'actuelle politique guerrière du Canada et les pires crimes jamais commis contre l'humanité et la paix mondiale. C'est aussi problématique pour le président ukrainien Zelensky qui tente désespérément d'obtenir plus de financement et d'armes pour la guerre par procuration des États-Unis/OTAN contre la Russie, surtout à ce moment-ci où les peuples d'Europe et des États-Unis exigent que leurs gouvernements cessent de financer cette guerre et où l'avenir même de l'OTAN en tant qu'alliance belliciste est remise en question.

Immédiatement, tout l'appareil de propagande des cercles dirigeants canadiens s'est mis en branle pour générer autant de confusion que possible et pour obscurcir le lien entre le nazisme et l'assaut actuel contre la paix, qui prend la forme d'une guerre par procuration menée par les États-Unis/OTAN pour essayer d'imposer un changement de régime en Russie, peu importe le prix terrible à payer pour le peuple ukrainien. Deux professeurs de l'Université d'Ottawa ont été invités par Radio-Canada pour tenter de justifier l'« erreur » d'avoir honoré Hunka en tant qu'ancien combattant de la 14e division Waffen-SS Galicie. Dominique Arel, président des Études

ukrainiennes à l'Université d'Ottawa, a dit à Radio-Canada que la division dont Hunka était membre « avait attiré des milliers de volontaires ukrainiens, dont plusieurs étaient devenus membres dans l'espoir d'obtenir l'indépendance de l'Ukraine ». Lui et un autre invité ont laissé entendre que c'était compréhensible puisque « l'Union soviétique avait commis d'horribles massacres en Galicie » et qu'il ne fallait pas oublier « les famines que Staline avaient imposées au peuple d'Ukraine ». Arel a dit que l'argument que les nationalistes ukrainiens ont commis des crimes contre les Polonais et les Juifs n'étaient pas « très développé », mais il n'a pas hésité à évoquer le grand mensonge de la famine ukrainienne qui a été totalement démythifié et dont les preuves en ce sens ont été « développées » de façon définitive au cours des soixante-dix dernières années.

Honorer un nazi connu est une « erreur » seulement dans la mesure où elle expose les responsables, mais pas du tout une aberration par rapport à la conception du monde guerrière de la classe dirigeante et des institutions canadiennes. Plusieurs se demandent pourquoi parmi tous ceux et celles qui se sont levés à la Chambre des communes pour applaudir Hunka, personne n'a été alerté lorsque le président de la Chambre a présenté le nazi comme étant quelqu'un qui avait « combattu les agresseurs russes » pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'Union soviétique n'était-elle pas notre alliée pendant la Deuxième Guerre mondiale ?

Dans une publication sur Twitter, le premier ministre Justin Trudeau a dit qu'il était important de « s'opposer à la propagande et à la désinformation russes » et que la Russie pourrait profiter de ce scandale d'un nazi ukrainien ovationné.

Les lamentations honteuses et pitoyables des cercles dirigeants et des médias que « cet incident pourrait profiter aux propagandistes russes » sont l'expression d'une mauvaise conscience. C'est une période entière de mystification historique qui est remise en question par les peuples qui cherchent à s'affirmer en tant que véritables auteurs de l'histoire.

Un lecteur de Gatineau

Ce n'est pas « gênant », M. Trudeau, c'est un affront éhonté

Dans un vidéoclip au sujet de l'ovation monstre accordée au collaborateur nazi à la Chambre des communes, Trudeau a dit : « C'est extrêmement contrariant que cela se soit produit. Le président a reconnu son erreur et s'est excusé. Mais c'est quelque chose de profondément gênant pour le Parlement du Canada et, par extension, pour tous les Canadiens. Je pense particulièrement aux parlementaires juifs, mais aussi à toute la communauté juive d'un bout à l'autre de ce pays qui commémore le Yom Kippour aujourd'hui. » Il a ajouté : « L'important, c'est qu'on va demeurer ferme contre la Russie, contre la propagande et la désinformation russe tout en restant sans équivoque en appui à l'Ukraine dans cette guerre illégale. »

Un « expert » des réseaux monopolisés a dit que l'« erreur » du président de la Chambre était due au fait qu'il était mal informé d'un point de vue historique en présentant le nazi comme un héros qui a combattu contre les Russes durant la Deuxième Guerre mondiale, car toute personne qui connaît les faits de l'histoire de cette période sait que quiconque combattait les Russes en Ukraine – c'est-à-dire les Soviétiques, comme l'a précisé l'analyste en question – était du côté des nazis. Il n'a pas expliqué pourquoi tout le monde s'est levé et a applaudi lorsque le président a fait l'annonce, y compris les députés juifs dont parle Trudeau. Est-ce donc dire que tout le monde concerné est « mal informé » de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de la lutte antifasciste des peuples ? Si c'est le cas, il faut que chacun s'explique, présente ses excuses à tous les Canadiens et tous les Québécois et s'engage à connaître cette histoire qui est trempée du sang des peuples du Canada, du Québec et des Premières Nations, qui ont fait le sacrifice ultime pour vaincre la bête nazie.

Car ce n'est pas, comme le dit Trudeau, que l'incident est « gênant pour tous les Canadiens ». C'est

un affront exécrable aux Canadiens, un affront qu'il tente honteusement de balayer sous le tapis en parlant de « propagande russe », ce qui n'a strictement aucun rapport avec cet incident.

En fait, les propos de Trudeau sont d'un illogisme et d'une lâcheté incommensurables. S'il plaide l'ignorance, il pourrait peut-être s'en tirer. Mais en agissant ainsi, il ne fait qu'avouer sans ambiguïté de quel côté il se range.

Une lectrice de Montréal

L'expertise de la vice-première ministre Freeland en plein étalage

La réécriture de l'histoire va si loin qu'on nous demande d'exonérer tous ceux qui ont applaudi à la Chambre des communes le 22 septembre maintenant que le président de la Chambre a été sacrifié. Justin Trudeau et ses principaux ministres, ainsi que leur autre invité, Volodymyr Zelensky, s'en tirent à bon compte. Ils n'auraient prétendument rien à voir avec cette affaire.

Rappelons que Chrystia Freeland est restée silencieuse dans toute cette affaire, malgré ses diplômes de Harvard et d'Oxford en histoire russe et en études slaves, malgré qu'elle ait vécu en Russie pendant plusieurs années, etc. et qu'elle ne peut donc pas prétendre qu'elle ne savait pas qui a combattu les Russes pendant la Seconde Guerre mondiale quand elle a applaudi le nazi, un grand sourire aux lèvres. Zelensky, un Ukrainien d'origine juive élevé sous le régime soviétique et dont on dit qu'il a perdu des membres de sa famille sous l'assaut des nazis, ne peut pas non plus prétendre ne pas savoir qui a combattu les Russes pendant la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il a immédiatement salué du poing fermé l'Ukrainien appelé « héros » pour avoir combattu la Russie pendant la guerre. Ils sont exposés. La mission qui les passionne aujourd'hui est également exposée, mais pas question d'en parler. Même le fervent membre de l'OTAN qu'est la Pologne est furieux de ce qui s'est passé.

Tout l'édifice anticommuniste du Canada, avec le mémorial aux « victimes du communisme », mais aussi toute l'histoire de l'importation de nazis après la guerre, le refus de signer la résolution dénonçant la glorification du nazisme présentée chaque année à l'Assemblée générale des Nations unies, est complètement discrédité. Et l'incident survenu au Parlement trouve son origine dans cette page de l'histoire. La demande qui a été faite de simplement rayer l'épisode du 22 septembre du procès-verbal de la Chambre des communes et la décision de sacrifier le président de la Chambre ne pourront jamais effacer ce que tout cela représente. Et cela comprend le rôle du Canada dans la guerre par procuration criminelle des États-Unis et de l'OTAN aujourd'hui en Ukraine.

Une lectrice de Windsor

Déboulonnez tous ces monuments!

Il est grand temps de mettre fin à la glorification des nazis et de leurs collaborateurs. Les excuses des partis et des députés au parlement qui disent reconnaître leur « erreur » ne seront pas acceptées par les Canadiens. Il est grand temps d'exiger que les monuments soient déboulinés et de dénoncer le rôle de l'État et de diverses institutions et organisations dont l'objectif est de promouvoir une fausse représentation des faits, y compris la promotion de mensonges purs et simples au sujet de l'histoire de l'Ukraine, pour tenter d'obscurcir la réalité de l'actuelle guerre que les États-Unis mènent par procuration en Ukraine, qui cause d'énormes préjudices et de destruction au peuple ukrainien.

Trente-sept ans se sont écoulés depuis que la Commission Deschênes a tourné la page sur les crimes de guerre commis par les membres de la 14e Division des Waffen-SS Galiziens, refusant de divulguer leurs noms et supprimant le travail du docteur Alti Rodal, qui jusqu'à ce jour n'a été que partiellement publié et lourdement caviardé. La glorification des collaborateurs ukrainiens, y

compris les membres du Waffen-SS Galizien, a monté d'un cran après à cette parodie. Les Canadiens doivent exiger que tous ces documents soient publiés, sans censure, pour en finir avec ce mensonge que les Waffen-SS n'ont pas commis de crimes de guerre.

Le Canada a deux monuments en hommage au Waffen-SS Galizien, un à Oakville et l'autre à Edmonton. À Edmonton, le monument au cimetière St-Michael, géré par l'éparchie de l'Église orthodoxe ukrainienne, est dédié aux « Combattants de la liberté d'Ukraine ». Parmi les organisations de combattants mentionnés sur la plaque est « 1st UD UNA », qui est la forme abrégée de 1ère Division ukrainienne de l'Armée nationale ukrainienne », en d'autres mots, le Waffen-SS Galizien.

Un journaliste local d'Edmonton attend son procès, accusé d'avoir « vandalisé » le monument en y peignant les mots « monument nazi » et « 14e Waffen-SS », une accusation portée contre lui après qu'il ait rapporté qu'il avait reçu une information au sujet des monuments d'une source anonyme. Scandaleusement, les incidents ont fait l'objet d'une enquête de l'unité contre la haine des services de police d'Edmonton et le journaliste Duncan Kinney a été arrêté par des membres de cette unité « de lutte à la haine » et inculpé de méfait. Les citoyens d'Edmonton demandent le déboulonnement de ces monuments depuis plusieurs années.

Le monument dédié à Roman Shukhevych est érigé devant le Centre d'unité de la jeunesse ukrainienne. Shukhevych était à la tête de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), qui a commis les crimes de guerre les plus haineux, tuant au moins 50 000 citoyens polonais à Volynie. Ces monuments doivent être déboulinés ! Les accusations doivent être retirées !

L'Institut canadien d'Études ukrainiennes (ICEC), qui se trouve à l'Université de l'Alberta, a été fondé en 1976 et financé dès le départ par le gouvernement albertain. Il a été une source majeure de désinformation, de révisionnisme historique et de falsification de l'histoire au sujet de l'Ukraine. Cet institut accorde des fonds pour la recherche et des bourses d'étude et est éditeur, en plus d'être responsable, de l'« Encyclopédie sur l'Ukraine » sur l'internet. Une grande partie de ce financement a été consacré à la commémoration des Waffen-SS.

L'ICEC a bénéficié d'un financement important à la mémoire d'anciens membres du Waffen-SS et d'autres organisations criminelles. Il comprend ce qui suit et au total 750 000 dollars y ont été consacrés en 2011.

Le Fonds de dotation à la mémoire de Volodymyr et Daria Kubijovy a été fondé en novembre 1986 à la demande de la succession du professeur Volodymyr Kubijovy et le gouvernement de l'Alberta y a contribué en doublant ce montant. Le fonds appuie des projets encyclopédiques de l'ICEC et atteint maintenant la somme de 440 000 dollars.

Kubijovy a édité l'Encyclopédie de l'Ukraine sous les auspices de l'ICEC. En tant que membre de l'Organisation des nationalistes ukrainiens et dirigeant du « comité central de l'Ukraine », Kubijovy a été le collaborateur ukrainien le plus haut placé avec l'Allemagne nazie, et a co-fondé le 14e Waffen-SS Galizien. Antisémite virulent, partisan d'Hitler, il a participé activement à l'organisation de l'expulsion de jeunes travailleurs vers les camps de travail forcé en Allemagne, défendant le nettoyage ethnique pour créer une Ukraine sans Juifs ni Polonais.

Les Fonds de dotation Roman et Halia Kolisnyk et le Fonds de dotation à la mémoire de Levko et Marika Babij ont été créés en 2011, au nom et à la mémoire de deux des anciens combattants les plus en vue du Waffe-SS ukrainien au Canada. Les fonds ont des thématiques : le dernier est réservé à « l'étude de l'histoire ukrainienne au XXe siècle, en particulier l'Ukraine pendant la Deuxième Guerre mondiale ». Récemment, les dotations et dons au nom d'anciens combattants de Waffen-SS ont été consacrés à deux autres d'entre eux[1].

Yaroslav Hunka est aussi parmi les donateurs.

Au sujet de cette soi-disant « encyclopédie », l'historien Per Ander Rudling écrit : « Après la guerre, en sécurité en occident, Kubijovy a dirigé la Société scientifique Shevchenko et a édité l'Encyclopédie de l'Ukraine sous les auspices de l'ICEC. Son encyclopédie ne fait aucune mention de l'holocauste et Kubihovy décrit son passé en temps de guerre comme une période qui a « révélé son habileté exceptionnelle en tant qu'organisateur et homme d'État ».

Sur la question de l'antisémitisme, on nous dit qu'il « n'y a jamais eu d'organisation ukrainienne ou parti politique antisémite » et qu'« il est difficile d'identifier des incidents majeurs d'antisémitisme, dans le sens de préjugé et pas uniquement en termes d'hostilités ayant des traits spécifiquement ukrainiens ». Sans parler du caractère boiteux de ce raisonnement, il n'est pas exagéré de soupçonner que tout cela avait quelque chose à voir avec ses propres actions durant la guerre.

Que l'Université de l'Alberta soit en rapport avec une telle ordure est honteux, mais l'est davantage le fait que la très sérieuse enquête du docteur Dougal Macdonald sur le « Holodomor » a été la cible de menaces et de diffamation.

Un autre joueur important dans la création de l'ICEC et de l'« encyclopédie » est Peter Savaryn, lui aussi un ancien membre des SS Galizien. Il a été chancelier de l'Université de l'Alberta, membre de son sénat et de son conseil des gouverneurs, a été président de l'Association des progressistes-conservateurs de l'Alberta et a reçu l'Ordre du Canada en 1987.

Une lectrice d'Edmonton

Note

1. *They Defended Ukraine: The 14. Waffen-Grenadier-Division der SS (Galizische Nr. 1) Revisited*, Per Anders Rudling



Matériel de référence

Le passé sanglant de la division SS Galicie

Créée en 1943 et composée essentiellement d'Ukrainiens, la division Waffen-SS Galicie était une formation de combat placée directement sous commandement de la Wehrmacht, recrutée parmi les radicaux fascistes et responsable de massacres d'Ukrainiens antifascistes et communistes, de soldats de l'Armée rouge, de partisans antifascistes et de civils polonais, juifs, russes et slovaques.

Entre 1943 et sa reddition aux alliés occidentaux en mai 1945, la 14e division de volontaires SS de Galicie s'est déchaînée en Europe de l'Est. Elle a été utilisée pour des « opérations de police » contre les partisans polonais et soviétiques dans l'ouest de l'Ukraine et l'est de la Pologne, déployée pour éliminer des centaines de civils à la fois dans les colonies polonaises comme Huta Pieniacka, Podkamien, Chodackzowo Wielkie, Prehoryle, Smogligow et Borow, et jetée dans le hachoir à viande de l'Armée rouge (où elle a subi de lourdes pertes approchant les 75 % au cours de combats brutaux à Brody, dans la région de Lvov, en juillet 1944).

Ce qui restait de la division a été évacué et déployé en Slovaquie à la fin de l'été 1944 pour réprimer le soulèvement national slovaque, puis envoyé en Yougoslavie en janvier 1945 pour réprimer les opérations des partisans.

En mars 1945, la formation s'est repliée en Autriche, subissant de lourdes pertes en essayant de contenir les forces soviétiques dans et autour de Graz pendant les derniers mois désespérés de la guerre. Les forces fascistes ukrainiennes incorporées plus tard dans la division ont également

participé à la répression de l'insurrection de Varsovie entre août et septembre 1944, bien que la division elle-même n'y ait pas pris part.



Le grand-père de Chrystia Freeland, Michael Chomiak. Devant à droite, Emil Gassner, le chef du service de presse du gouvernement général polonais nazi qui dirigeait la Pologne occupée.

Un précédent exemple du rôle du Canada dans la protection et la dissimulation du rôle des collaborateurs nazis a été mis en lumière en 2017, lorsque le média indépendant Consortium News a été attaqué par les autorités canadiennes après avoir révélé que Chrystia Freeland, une ministre importante du cabinet Trudeau qui occupait alors le poste de ministre des Affaires étrangères du Canada, avait tenté de dissimuler le passé de son grand-père, Mykhailo Khomiak, en tant que rédacteur en chef d'un journal nazi dans la Pologne occupée pendant la Deuxième Guerre mondiale, un journal imprimé et publié dans des locaux volés au journal juif de langue polonaise *Nowy Dziennik* de Cracovie, rien de moins.

Les médias canadiens ont ensuite donné suite à ces allégations, confirmant l'information et révélant que Chrystia Freeland était non seulement au courant du sombre passé de son grand-père, mais qu'elle avait également participé à la rédaction d'un article universitaire publié dans le *Journal of Ukrainian Studies* par son oncle, John-Paul Himka, professeur émérite à l'Université de l'Alberta, dans le but de blanchir les activités du propagandiste nazi.



Lorsque la nouvelle du véritable passé de son grand-père a été divulguée, le gouvernement canadien l'a immédiatement qualifiée de campagne de « désinformation russe » visant à « déstabiliser les démocraties occidentales » et Chrystia Freeland a déclaré que ses grands-parents avaient fui la guerre en 1939 comme « exilés politiques chargés de maintenir en vie l'idée d'une Ukraine indépendante ». Après l'escalade de la crise ukrainienne au début de 2022, Chrystia Freeland, aujourd'hui vice-première ministre, s'est attirée des ennuis après avoir gazouillé (et supprimé après l'indignation générale) une photo d'elle tenant une bannière aux couleurs de la formation militante fasciste connue sous le nom d'Armée insurrectionnelle ukrainienne (acronyme ukrainien UPA), ainsi que le slogan de l'UPA « *Slava Ukraini* » (littéralement « Gloire à l'Ukraine »).

Créée dans les années 1930 en tant que branche armée de l'Organisation fasciste des nationalistes ukrainiens (OUN), l'UPA a été responsable du massacre de centaines de milliers de civils dans l'ouest de l'Ukraine occupée par les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, parmi lesquels des Polonais, des Juifs, des Russes, des Ukrainiens antifascistes et, plus tard, au fur et à mesure de l'avancée de l'Armée rouge, des soldats soviétiques.

Ses unités, dont certaines composées de volontaires, ont fini par rejoindre la Waffen SS Galicie et sont restées actives bien après la fin de la guerre. Avec l'aide de l'Office of Strategic Services des États-Unis, précurseur de la Central Intelligence Agency (CIA), ses militants ont mené une campagne de terreur dans l'ouest de l'Ukraine jusqu'au début des années 1950, tuant quelque 25 000 soldats, agents de renseignement et policiers soviétiques, ainsi que plus de 32 000 civils, dont de nombreux administrateurs du gouvernement. Comme les anciens combattants de la SS Galicie, certains collaborateurs de l'UPA se sont retrouvés au Canada et dans d'autres pays occidentaux après la guerre.

Après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, le Congrès ukrainien canadien a été créé pour encourager les Canadiens d'origine ukrainienne à s'enrôler dans les forces armées pour combattre Hitler. Plus de 35 000 d'entre eux se sont engagés, constituant ainsi le deuxième plus grand groupe de citoyens canadiens d'origine non britannique et non française à s'engager dans cette voie.

(Avec des informations de themaple.com, Consortium News, agences.)



Affiche de propagande de 1943 encourageant les Ukrainiens à « rejoindre la bataille contre le bolchevisme dans les rangs de la Division Galicie ».

Création du Comité canadien ukrainien

La Fédération nationale ukrainienne (FNU) a été fondée au Canada en 1932. Elle était organisée comme une branche de la faction Bandera de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN-B) qui opérait en Ukraine occidentale, un territoire alors divisé entre la Pologne et la Roumanie. La

FNU n'avait pas pour mission de défendre les intérêts des travailleurs et des agriculteurs de la communauté ukrainienne, qui sont déjà regroupés au sein de la United Labour Farmer Temple Association (ULFTA) et d'autres organisations. Il s'agissait plutôt d'un bras armé d'une organisation organisée sous la protection de l'Allemagne et de l'Italie fasciste et qui allait bientôt prêter serment de fidélité à Hitler. Les activités de la FNU ont suscité des protestations diplomatiques de la part de la Pologne et de l'Union soviétique. La Pologne s'objectait à ce qu'on permette à une organisation qui commet des assassinats et des sabotages de se servir du Canada comme base. L'Union soviétique a fait part de protestations au motif que l'OUN oeuvrait au démembrement de l'Union soviétique.

Les organisations anticommunistes ont pendant des années fait pression sur l'État canadien pour qu'il interdise l'ULFTA et expulse ses membres, afin de pouvoir exercer une influence sans entrave sur la communauté ukrainienne. Le début de la Deuxième Guerre mondiale était l'occasion pour l'État d'intervenir directement en faveur des organisations réactionnaires, qui commençaient aussitôt à affirmer qu'elles avaient le soutien de 80 % de la communauté ukrainienne.

Dans la liste initiale des organisations qui seront déclarées illégales et dont les dirigeants seront arrêtés, figure la FNU, en raison de son soutien à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste. Son dirigeant, Wladimir Kossar, figure sur la liste des personnes à arrêter et à interner au début de la guerre. Kossar a immigré au Canada en 1927 et a fondé une division de l'Organisation militaire ukrainienne au Canada, qui est devenue la FNU en 1932.

Mais au lieu de donner suite à cette recommandation, le gouvernement de Mackenzie King est intervenu pour créer une nouvelle organisation, le Comité canadien ukrainien (CCU), au sein de laquelle devaient s'unir toutes les organisations anticommunistes. Cette nouvelle organisation était apparemment basée sur un arrangement donnant-donnant : participer à l'effort de guerre et, en retour, le gouvernement canadien soutiendrait leur « cause » dans les négociations de paix d'après-guerre.

En novembre 1940, une poignée de membres de la communauté ukrainienne se sont réunis à l'hôtel Fort Garry à Winnipeg, à l'initiative du gouvernement King, et c'est là que le CCU a vu le jour. Wladimir Kossar faisait partie des personnes convoquées à l'hôtel Fort Garry par le gouvernement pour participer, en tant que membre fondateur, à la création du comité par l'État.

Après avoir créé ce comité, le gouvernement canadien s'est retrouvé quelques mois plus tard dans une situation très délicate. Avec l'invasion allemande de l'Union soviétique et l'entrée en guerre de cette dernière, le gouvernement canadien soutenait une organisation vouée au démembrement de l'Union soviétique dans le cadre d'un nouvel ordre fasciste en Europe. En Ukraine occidentale, l'OUN, soutenue par la Fédération nationale ukrainienne, a non seulement prêté allégeance à Hitler, mais a également commis d'innombrables crimes de guerre. Cependant, le gouvernement a continué de soutenir l'organisation qu'il avait créée, tandis que les dirigeants de l'ULFTA sont restés en prison jusqu'en 1942, lorsque la pression en faveur de leur libération est devenue trop forte.

Le CCU a adopté un nouveau langage et le soutien manifeste à un nouvel ordre fasciste en Europe est remplacé par des discours sur la « démocratie » et la « liberté », tandis que le concept de « nations captives » – c'est-à-dire les nations au sein de l'Union soviétique – qui doivent être « libérées » par l'invasion allemande, est repris en bloc des nazis.

La formation du CCU a été cruciale pour la campagne d'après-guerre visant à protéger les criminels de guerre par le biais de la campagne de propagande selon laquelle les « personnes déplacées » ne devaient pas être renvoyées dans leur pays, comme cela avait été convenu à Yalta par Churchill, Roosevelt et Staline. Cette propagande parlait du rassemblement et du rapatriement forcés des Ukrainiens et d'autres personnes, comme si les plus de 5 millions de prisonniers de guerre survivants et les personnes emmenées de force en Allemagne comme travailleurs forcés, en majorité des citoyens soviétiques ou polonais, ne voulaient pas retourner dans leur patrie et

retrouver leur famille. Les dirigeants de l'OUN étaient bien sûr prêts à tout pour échapper aux procès et aux sanctions pour leurs crimes de guerre. En 1947, la majorité des personnes encore présentes dans les camps de personnes déplacées étaient originaires d'Ukraine occidentale.

L'OUN était très active à l'intérieur des camps de réfugiés, répandant la terreur, en particulier parmi les habitants de l'Ukraine occidentale, qui avaient été sous domination roumaine et polonaise avant la guerre et qui n'avaient aucune expérience de la vie en Union soviétique.

À la mi-1946, les Britanniques ont unilatéralement cessé de renvoyer les citoyens soviétiques. La propagande sur le rapatriement forcé a servi de couverture pour que les personnes recherchées pour crimes de guerre ne soient pas renvoyées en Pologne et en Union soviétique. Cela a permis à tous les survivants de la Waffen-SS Galicie, la division ukrainienne de la SS militaire, déclarée organisation criminelle à Nuremberg, d'être libérés et emmenés en Grande-Bretagne, d'où nombre d'entre eux ont immigré au Canada. Le biographe de Wladimir Kossar affirme que, sous sa direction à la FNU, de nombreux nouveaux citoyens ont été amenés au Canada après la Deuxième Guerre mondiale.



L'officier de l'ARC qui a sciemment amené la Waffen SS d'Hitler au Canada



Heinrich Himmler, inspecte la division SS de Galicie, le 3 juin 1944.

LML publie ci-dessous un article de David Pugliese, paru dans Esprit du Corps, le 30 octobre 2020, au sujet d'un officier de l'Aviation royale canadienne qui a couvert les crimes de collaborateurs nazis ukrainiens afin de faciliter leur entrée au Canada.

En mai, le journal *Globe and Mail* et l'émission de radio *As It Happens* de la CBC ont publié des articles élogieux sur un ancien combattant de l'Aviation royale canadienne et sur les efforts qu'il a déployés pour faire venir des réfugiés ukrainiens au Canada au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Le lieutenant d'aviation Bohdan Panchuk est à l'origine de l'Ukrainian Canadian Servicemen's Association (UCSA), qui répond aux besoins culturels et sociaux des Canadiens d'origine ukrainienne ayant servi à l'étranger pendant la Deuxième Guerre mondiale. Bohdan Panchuk a également participé à l'effort qui a permis à 30 000 réfugiés ukrainiens d'être accueillis au Canada après la guerre.

L'attention portée par les médias à Bohdan Panchuk, décédé en 1987, s'explique par le fait que des groupes ukrainiens au Canada et au Royaume-Uni lui rendaient hommage, ainsi qu'à l'UCSA, en dévoilant un vitrail à l'occasion du 75e anniversaire de la Victoire en Europe.

De l'avis général, Bohdan Panchuk a contribué à l'effort de guerre du Canada et a aidé les réfugiés ukrainiens de l'Europe déchirée par la guerre.

Mais les éloges de l'article du *Globe* et de l'émission de la CBC ne mentionnent pas les détails concernant certains des « réfugiés » ukrainiens que Bohdan Panchuk a réussi à convaincre le gouvernement canadien d'accepter – 2 000 membres de la Waffen SS d'Adolf Hitler.

Bohdan Panchuk a réussi à faire entrer au Canada des membres de la 14e division Waffen SS de Galicie en mentant sur leur passé.

Les membres de l'unité s'étaient rendus aux forces alliées et étaient détenus dans un camp en Italie. Pour tenter de dissimuler le lien avec les SS, l'unité avait changé de nom dans les derniers jours de la guerre pour devenir la première division de l'armée nationale ukrainienne.

Bohdan Panchuk tente d'obtenir du Canada qu'il accepte un grand nombre de soldats de l'unité, mais il se heurte à un problème majeur. Le gouvernement canadien n'accepte pas d'immigrants ayant volontairement servi dans l'armée allemande. Non seulement les Ukrainiens ont volontairement servi dans la machine de guerre d'Hitler, mais ils se sont en outre engagés avec enthousiasme dans la Waffen SS, qui a été déclarée organisation criminelle par le tribunal des crimes de guerre de Nuremberg.

Ceux qui ont servi dans la 14e division Waffen SS de Galicie ont prêté serment à Hitler et ont été formés à la doctrine nazie. Les officiers ukrainiens ont été formés dans les installations SS du camp de concentration de Dachau. En fait, certains membres de la division ont noté dans leurs mémoires que les prisonniers du camp de concentration devaient retirer leur chapeau en signe de respect pour les SS ukrainiens. Les membres de l'unité ont reçu des tatouages SS sous le bras gauche indiquant leur groupe sanguin. La direction de la division comprenait des individus notoires qui avaient été directement impliqués dans l'Holocauste.

Dans le cadre de ses efforts pour que le Canada accepte les soldats SS ukrainiens, Bohdan Panchuk s'est fait le porte-parole d'un « récit positif décrivant les anciens Galiciens comme une unité antisoviétique » de l'armée allemande, note l'historienne ukrainienne Olesya Khromeychuk. Elle est l'auteur du livre « Undetermined Ukrainians » (Ukrainiens indéterminés), qui examine les différents récits entourant la 14e division Waffen SS de Galicie.

Aucune mention n'a été faite des SS. Au contraire, les Ukrainiens sont présentés par Bohdan Panchuk comme des victimes, ayant été enrôlés de force dans la division contre leur gré.

Si les fonctionnaires canadiens de l'immigration avaient réellement enquêté sur les antécédents de la 14e division Waffen-SS, ils n'auraient trouvé que peu de victimes dans ses rangs. « Les volontaires (de la division galicienne) se sont engagés en faveur de la victoire allemande, du nouvel ordre européen et d'Adolf Hitler en personne », explique Per Anders Rudling, historien de l'histoire de l'Europe de l'Est et professeur associé au département d'histoire de l'université de Lund, en Suède. La division a non seulement combattu l'armée intérieure polonaise, mais elle a également participé à l'écrasement du soulèvement national slovaque et a traqué les partisans antinazis en Slovaquie. Des allégations de crimes de guerre ont également été formulées à l'encontre de membres de la division.

Alors que certains membres du gouvernement canadien n'ont pas cherché à connaître les antécédents des « réfugiés » ukrainiens, les bureaucrates du gouvernement britannique savaient à qui ils avaient affaire et étaient plus qu'heureux de déverser les troupes SS dans le giron du Canada. « La division était une division SS et, techniquement, tous ses officiers et sous-officiers supérieurs

sont susceptibles d'être jugés en tant que criminels de guerre », note un rapport du sous-secrétaire d'État britannique.

Le gouvernement britannique savait également que les membres de la division et leurs activités pendant la guerre n'avaient fait l'objet que de vérifications superficielles. En 2005, la publication de nouveaux documents provenant des archives britanniques a mis en lumière l'ampleur des efforts déployés à la fin des années 1940 pour vendre au Canada des membres de la 14e division Waffen SS de Galicie.

« Le peu que nous savons de leurs antécédents de guerre est mauvais », a écrit Beryl Hughes, qui s'occupait de la question pour le ministère britannique de l'Intérieur. « Nous espérons toujours nous débarrasser des prisonniers de guerre ukrainiens les moins désirables en les envoyant en Allemagne ou au Canada », ajoute-t-elle dans une autre note datant de 1948.

Même Bohdan Panchuk savait qu'il avait affaire à des individus peu recommandables, mais cela ne l'a pas arrêté dans sa tromperie. « Nous devons défendre le principe des réfugiés, des personnes déplacées et des victimes de la guerre, mais, en réalité, Dieu nous en préserve et nous protège si certains de ces bandits parasites parviennent à entrer au Canada », écrit-il à un collègue, John Karasevich.

Tout le monde n'a pas été dupe. Certains membres de la communauté canado-ukrainienne savaient exactement qui étaient ces « réfugiés » et la campagne de Bohdan Panchuk s'est heurtée à une forte opposition de la part de l'Association des Ukrainiens unis du Canada, comme le révèle l'historienne Olesya Khromeychuk dans son livre. « Il est clair que M. Panchuk et son association oublient les faits, qu'aucun Canadien ne peut oublier, ou pensent que les Canadiens ont déjà oublié leurs fils tombés sur les champs de bataille d'Europe », a écrit l'association aux responsables de l'immigration canadienne. « La division ukrainienne (Galicie) faisait partie intégrante de l'armée hitlérienne. C'est contre eux que nos garçons canadiens se sont battus sur les champs de bataille d'Italie. De nombreux fils canadiens sont restés là-bas, abattus par CEUX-LÀ MÊMES que M. Panchuk souhaiterait que votre ministère fasse venir au Canada. »

Mais la pression exercée par le lobby nationaliste ukrainien au Canada et par le gouvernement britannique est trop forte et Bohdan Panchuk obtient gain de cause. Pas moins de 2 000 membres de la 14e division SS de Galicie sont arrivés au Canada dans les années 1950 et ont immédiatement commencé à blanchir et à dissimuler leur passé.

L'efficacité de ce camouflage a été démontrée en 2020 : ni la CBC ni le *Globe and Mail* n'ont semblé avoir la moindre idée du lien entre les SS et les « réfugiés » de Bohdan Panchuk. L'article du *Globe* contient même une photo de Bohdan Panchuk rendant visite à des membres de la « Division ukrainienne de Galicie » en 1947, alors qu'ils attendaient leur libération du camp de prisonniers de guerre en Italie. Les journalistes du *Globe* et les éditeurs de photos ne savaient pas que les personnes figurant sur la photo étaient des membres de la tristement célèbre 14e division Waffen SS de Galicie.



Les crimes de guerre, les nationalistes ukrainiens et l'État canadien

– Peggy Morton –

Le Tribunal militaire international, qui a présidé les procès pour crimes de guerre à Nuremberg, a expressément déclaré la Waffen SS, bras armé du parti nazi, organisation criminelle. Jusqu'en 1943, il n'y avait pas d'unités non allemandes de la Schutzstaffel (SS), une force de police paramilitaire.

Cependant, après avoir perdu la bataille de Stalingrad, l'Allemagne nazie, de plus en plus désespérée, a regroupé des collaborateurs en divisions Waffen SS (divisions militaires de la SS) dans tous les pays occupés.

La Commission des crimes de guerre des Nations unies (CCGN), qui a commencé ses travaux en 1943, a attribué le statut de criminel de guerre aux membres des organisations qu'elle a identifiées comme étant des organisations criminelles. L'appartenance à l'organisation ou le fait de connaître la nature criminelle de l'organisation déterminait le statut de criminel de guerre. Seules les personnes qui n'avaient pas adhéré volontairement à l'organisation mais avaient été enrôlées de force étaient exclues du statut de criminel.

En octobre 1947, le représentant polonais de la CCGNU a porté des accusations spécifiques contre les membres de la Division SS Galicie ukrainienne et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). Les accusations portaient sur les destructions injustifiées, la destruction de la propriété, la complicité dans la déportation, le terrorisme systématique, l'exécution d'otage et la complicité dans les assassinats de masse. On peut lire dans le bref exposé des faits rédigé par le représentant polonais à la CCGNU :



La division SS Galicie a été fondée au printemps de 1943.

« Les personnes nommées ci-haut ont participé – selon les instructions émises par les autorités hitlériennes – à l'organisation de l'UPA (*Ukrainska Powtanesa Armia* – Armée insurrectionnelle ukrainienne) et du SS-Schuertzen-Galizien, qu'on a nommé plus tard 'Halyczyn'. Les deux ont participé à la déportation de la population civile polonaise, à la destruction de villages entiers et au meurtre de leurs habitants.

« Dans une lettre datée du 3 novembre 1947 à la Commission principale d'enquête sur les crimes de guerre en Pologne, on peut lire que l'enquête avait été suspendue par la Commission onusienne sur les crimes de guerre jusqu'à ce que l'information spécifique soit recueillie pour élucider la position, le niveau d'autorité et le temps passé en poste d'autorité par les principaux individus suivants accusés d'avoir commis des crimes contre le peuple polonais dans plusieurs régions... ». Le nom de sept individus y apparaît[1].

Les membres survivants de la SS Division Galizien se sont rendus aux Britanniques et ont été internés à Rimini, en Italie, une région contrôlée par les forces du Deuxième Corps polonais (qui faisait partie de l'armée britannique). Bien qu'ils aient adopté le nom de Première Division ukrainienne de l'Armée nationale ukrainienne, leur identité en tant qu'unité SS était bien connue.

Par l'entremise du Vatican, les membres SS n'ont pas été déportés en Union soviétique tel que stipulé par l'accord de Yalta. Leur statut a plutôt été changé de celui de prisonniers de guerre à celui de personnel ennemi qui s'est rendu. En 1947, ils ont été autorisés à émigrer en Grande-Bretagne et plus tard au Canada. Leurs noms n'ont jamais été rendus publics, mais près de 7 100 membres du SS Galizien immigrèrent en Grande-Bretagne.

Selon Roman Serbyn, un « historien » de l'« Holomodor » ou « famine ukrainienne », dont la famille a immigré de Galicie en 1948, le Comité canadien ukrainien (CCC) a joué un rôle

déterminant dans la décision prise par le gouvernement canadien en 1950 d'autoriser l'immigration de membres du SS Galizien. Serbyn raconte l'histoire suivante :

« Après s'être rendue le 8 mai 1945 aux Britanniques près de Radstadt, en Autriche, en tant que 'personnel ennemi rendu' (PER), la première division ukrainienne a été internée dans un camp près de Rimini, en Italie. Là, les soldats ont été soumis à un contrôle par les autorités britanniques et soviétiques, qui ont toutes deux innocenté la division de tout crime de guerre. Au printemps 1947, le processus de transfert de la division au Royaume-Uni commence. Le Comité canadien ukrainien et ses organisations affiliées s'efforcent d'encourager le gouvernement canadien à autoriser les membres de la division à immigrer au Canada. Le 31 mai 1950, le cabinet fédéral autorise leur immigration après s'être soigneusement assuré qu'aucun criminel de guerre ne figurait parmi les personnes souhaitant venir au Canada. Cependant, le Congrès juif canadien affirme avoir des preuves de l'implication de la division dans des crimes de guerre. Le cabinet demande alors au ministère britannique des Affaires étrangères et à la GRC des précisions sur l'histoire et l'appartenance de la division. Le 25 septembre 1950, convaincu de la justesse de sa décision antérieure, le cabinet réaffirme que les anciens membres de la division seront autorisés à immigrer au Canada. Ainsi, après de nombreuses vérifications et un examen approfondi de l'histoire de la division et de ses membres, d'anciens membres de la division sont venus au Canada en toute légalité. Pour un historique détaillé de l'immigration de la division au Canada, voir Myron Momryk, *Ukrainian Displaced Persons and the Canadian Government, 1946-1952*. Voir également Gordon B. Panchuk, *Heroes of Their Day* (Toronto, 1983). Les documents relatifs à la division, à sa sélection et à l'immigration au Canada se trouvent dans la troisième partie de ce volume[2]. »

Outre l'admission d'un nombre important d'anciens membres du SS Galizien, le CCU a joué un rôle déterminant dans l'admission de membres importants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de l'UPA. Comme nous le verrons plus loin, il existe des preuves indiscutables des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes contre la paix commis par ces trois organisations et leurs membres étroitement associés et qui se chevauchent.

Deuxième partie : Commission canadienne d'enquête sur les crimes de guerre (Commission Deschênes)

La Commission Deschênes a été créée en février 1985 à la suite d'allégations selon lesquelles le célèbre nazi Josef Mengele avait demandé à immigrer au Canada et que le Canada savait où il se trouvait. Son rapport a été publié en décembre 1986. La chose la plus importante qu'une commission de cette nature se devait d'éclaircir est comment le gouvernement canadien déterminait qui était un criminel de guerre et quelle position il avait adoptée à l'égard des criminels de guerre présumés ou confirmés. Il s'agirait également de déterminer le type d'enquêtes menées, le rôle des individus et des organisations telles que le CCU dans le lobbying pour l'admission des collaborateurs nazis, et si le gouvernement a agi au mépris de sa propre loi sur l'immigration.

La Commission Deschênes n'a mené aucune enquête sur ces questions importantes. Établie à un moment charnière où aucune force ne pouvait agir comme avant, la Commission Deschênes a montré le refus total des cercles dirigeants de fournir des définitions modernes et leur volonté de renverser le verdict des peuples selon lequel la démocratie ne pouvait permettre l'existence du fascisme à la suite de la victoire de la guerre antifasciste. Au lieu de cela, ils ont profité de l'occasion pour renforcer la fascisation de l'État.

1. Le gouvernement canadien viole ses propres lois

La Commission a résumé l'état de la législation sur l'immigration comme suit : « Jusqu'en 1949, le Canada ne disposait d'aucun critère pour refuser l'immigration aux nazis et aux militaires allemands. Les autorités canadiennes imposèrent ensuite une interdiction visant les anciens

membres du Parti national-socialiste, des SS (Schutz Staffel, corps d'élite de la police nazie), des Waffen SS (unités militaires tout aussi redoutables), de la Wehrmacht, ou armée régulière, ainsi que les collaborateurs. L'interdiction fut levée en 1950 dans le cas des nazis, en 1951 pour les non-Allemands enrôlés dans les Waffen SS après 1942 et en 1953 pour les Allemands âgés de moins de 18 ans au moment de leur recrutement dans les Waffen SS, de même que pour tous les individus d'ethnie allemande (Volksdeutsche) enrôlés sous la contrainte. L'interdiction globale visant les anciens combattants de l'armée allemande et des unités SS fut atténuée en 1956, en faveur des individus au passé particulièrement digne d'éloges et des anciens combattants qui avaient des parents proches au Canada. Les exclusions particulières furent totalement levées en 1962. Il ne restait plus que l'exclusion générale et imprécise visant les personnes ayant pris part à des exécutions ou ayant participé à des activités concernant les travaux forcés et les camps de concentration. »

Il convient de noter que l'immigration n'a repris que vers la fin de l'année 1947 et qu'il y a eu peu d'immigration en provenance des camps de « personnes déplacées » avant la mise en place des restrictions en 1949.

Selon la Commission, les membres de la Waffen SS n'avaient pas le droit d'entrer au Canada en 1950 lorsqu'ils ont été autorisés à immigrer. Ce fait n'a pas troublé les commissaires outre mesure. Ils n'ont même pas abordé directement la question de la légalité de l'admission des membres de l'OUN/UPA ou des unités de police nazies, si ce n'est que cette remarque d'ordre général : « Il ne semble pas qu'on ait véritablement tenté de définir la notion de collaboration pendant la période relativement courte où ces exclusions ont pu être appliquées. Par exemple, l'appartenance aux différents corps auxiliaires de police organisés par les Nazis, dont les membres étaient recrutés parmi les populations locales et qui étaient chargés de maintenir l'ordre, de neutraliser et parfois d'exécuter des individus soupçonnés d'être Juifs, partisans, etc., n'a jamais constitué un motif particulier d'exclusion[3]. »

Ces déclarations sont révélatrices du refus catégorique de la Commission d'enquêter sur quelque sujet que ce soit, par exemple par l'utilisation de la phrase : « pendant la période *relativement courte* où ces exclusions ont pu être appliquées ». [Notre souligné]

La Commission a indiqué que « l'interdiction fut levée [...] en 1951 pour les non-Allemands enrôlés dans les Waffen SS après 1942 ». C'est en 1951 que les États-Unis ont décidé de lever l'interdiction de l'OUN. Ce qui n'est pas expliqué, c'est comment en 1950, un an avant cette décision, tous les membres survivants de la Waffen SS Galizien ont été autorisés à immigrer au Canada. Même si toute la Division avait été enrôlée de force, ce qui est irréfutablement faux, elle n'aurait pas été autorisée à entrer au Canada en 1950. En fait, les organisations d'anciens combattants de la SS Galizien n'ont jamais prétendu qu'ils avaient été enrôlés de force. Loin de là, elles se vantent d'avoir « combattu pour leur pays » en rejoignant les SS et d'avoir combattu aux côtés de l'armée allemande pour instaurer un nouvel ordre fasciste en Europe.

2. Les impérialistes anglo-américains refusent de poursuivre les criminels de guerre

Donnant l'argument selon lequel la poursuite de criminels de guerre de rang inférieur ne servirait à rien, le rapport occulte complètement le fait qu'on a aidé les chefs des forces collaborationnistes à échapper à la justice et qu'ils ont été amenés au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Comme l'a soulevé la Commission Deschênes dans son rapport de 1985, les procès pour crimes de guerre ont été arrêtés par les Britanniques et les Américains dans le cadre de leur politique de Guerre froide. On y cite une note du gouvernement britannique de 1948 dans laquelle il était expliqué que celui-ci ne poursuivrait plus les criminels de guerre parce que, à cause de la guerre froide, il était « maintenant nécessaire d'en finir avec le passé le plus tôt possible ».

Le résumé parlementaire sur la Commission Deschênes indique : « Les puissances occidentales, qui

devaient faire face à la menace d'un nouvel ennemi, renoncèrent à poursuivre les derniers éléments de leurs anciens adversaires; elles consacèrent les modestes ressources de leurs services de sécurité à démasquer les agents soviétiques et les communistes plutôt qu'à traquer les criminels de guerre nazis. La politique canadienne en matière d'immigration fut rapidement libéralisée après la guerre, et les restrictions à l'entrée des ressortissants des anciennes puissances ennemies furent systématiquement assouplies. »

C'est ainsi que la réaction mondiale, l'impérialisme américain en tête, a déclaré son refus d'accepter le verdict des peuples du monde à l'effet qu'une nouvelle définition de la démocratie était née qui ne permettait pas l'existence du fascisme. C'était la négation de la demande de nouveaux arrangements sur le plan international visant à établir que l'agression était le crime international suprême et à traduire en justice ceux qui étaient coupables de crimes de guerre, de crimes contre la paix et de crimes contre l'humanité.

Même la justification à l'effet de ne pas poursuivre « les derniers éléments de leurs anciens adversaires » est de la désinformation. Les puissances occidentales n'ont rien fait d'aussi passif que de montrer leur réticence à « poursuivre les derniers éléments de leurs anciens adversaires ». L'impérialisme américain recherchait activement ses « anciens adversaires » – les dirigeants et collaborateurs nazis des pays occupés par les nazis et les criminels de guerre – non pas pour les traduire en justice mais plutôt pour leur permettre de fuir clandestinement, de trouver refuge aux États-Unis pour ensuite les intégrer à l'appareil d'État, en particulier dans les services militaires et de renseignement.

La déclaration selon laquelle les membres de la Waffen SS Galizien ont été « blanchis » des accusations de crimes de guerre fait partie de toute cette opération, et le Canada joue son rôle. En outre, le CCU, que le gouvernement King avait mis sur pied après avoir arrêté les dirigeants de l'Ukrainian Labour Farmer Temple Association et déclaré l'association illégale, s'employait activement à faire venir ces criminels au Canada.

Dès que le vent a tourné suite à la défaite de l'Allemagne à Stalingrad, l'espoir des puissances impérialistes que l'Allemagne nazie écraserait l'Union soviétique et son projet d'édification nationale a été anéanti. La Guerre froide annonçait non pas l'émergence de la « menace d'un nouvel ennemi » mais bien le même ordre du jour visant à écraser le nouveau qui avait été engendré par la Grande Révolution d'Octobre. L'impérialisme américain a alors revêtu le manteau de l'Allemagne nazie et incorporé des scientifiques nazis de haut rang, des agents de renseignement et d'autres individus dans sa machine de guerre dans le but de réussir là où l'Allemagne nazie avait échoué.

3. Le « filtrage » et l'« élimination » des criminels de guerre

La Commission Deschênes n'a pas cherché à savoir comment le gouvernement canadien avait pu déterminer que les membres d'une organisation considérée comme criminelle, et donc comme regroupant des criminels de guerre selon le code de Nuremberg, avaient été « exonérés ». Elle n'a même pas reconnu cette difficulté, et encore moins le fait que le CCU, qui avait été formé et soutenu par l'intervention directe de l'État, demandait activement que les criminels de guerre de l'OUN/UPA et de la Waffen SS Galizien bénéficient d'un statut préférentiel en matière



d'immigration. Elle n'examine même pas de manière superficielle comment ces forces, qui ont trahi leur peuple et sont responsables de la mort d'innombrables civils et de partisans antinazis, ont été « exonérées » de leur statut de criminels de guerre.

L'affirmation selon laquelle la SS Galizien a été « filtrée » montre qu'en réalité, le « filtrage » visait plutôt à identifier les partisans qui luttèrent contre le fascisme et, en particulier, les communistes qui avaient combattu dans leurs rangs. En fait, non seulement le ministère de l'Immigration se préoccupait d'exclure les communistes et les partisans antifascistes, mais il favorisait sciemment l'immigration de ceux qui constitueraient une force réactionnaire et anticommuniste au sein de la classe ouvrière et de la société canadienne. Que ces gens aient commis des crimes de guerre ne préoccupe pas le gouvernement ou la GRC, pour qui la « sécurité nationale » a toujours signifié s'opposer au communisme et considérer le fascisme comme une autre variante de la société capitaliste, qui ne représente donc aucune menace pour les monopoles et le capitalisme, et donc aucune menace pour la « sécurité nationale ». Les criminels de guerre n'avaient qu'à prétendre qu'ils combattaient réellement le communisme – en d'autres termes, à répéter la propagande nazie – et ils devenaient des immigrants privilégiés.

La Commission a été utilisée pour créer une diversion et une désinformation avec l'affirmation que s'il y a eu des criminels de guerre au Canada, c'est qu'ils se sont en quelque sorte glissés dans le pays en tant qu'individus. Cela permet également de cacher le fait que ces criminels de guerre ont été reconnus par l'État comme les « leaders » de la communauté ukrainienne.

La Commission Deschênes n'a même pas jugé nécessaire d'enquêter le fait que le gouvernement canadien a admis des personnes qui étaient des criminels de guerre selon la définition du Tribunal militaire de Nuremberg. Elle n'a pas non plus reconnu la décision du Tribunal militaire international selon laquelle les SS étaient une organisation criminelle. Elle n'a mené aucune enquête sur la participation du Canada à l'admission secrète, par les États-Unis, de criminels de guerre connus en préparation de la guerre avec l'Union soviétique, même si, en 1985, l'ampleur réelle de l'accueil de criminels de guerre nazis et de leur intégration dans l'appareil militaire et de sécurité des États-Unis était bien connue.

Au lieu de cela, la Commission a commencé à recueillir des noms d'individus, pour finalement présenter une poignée de noms de quelques hommes âgés en vue d'éventuelles poursuites. Les organisations réactionnaires issues du CCU, créé et mandaté par l'État, ont été soigneusement protégées. Non seulement elles ont été protégées, mais on a dit qu'elles parlaient au nom de toutes les personnes d'origine ukrainienne au Canada. Leur affirmation scandaleuse selon laquelle une attaque contre les criminels de guerre nazis et leurs organisations était une attaque contre toutes les personnes de nationalité ukrainienne au Canada a été utilisée pour faire croire que la Commission avait semé la discorde entre les communautés juive et ukrainienne.

Le résumé parlementaire sur la Commission indique que « les audiences de la Commission ont révélé bien des faits, mais l'élément le plus passionnel des audiences et du débat public qu'elles ont suscité a sans doute été l'hostilité manifestée par la communauté juive canadienne à l'endroit des communautés de Canadiens originaires de l'Europe de l'Est et de la Baltique. Ces dernières ont craint que l'enquête ne tourne en une chasse aux sorcières contre leurs membres qui se sont révoltés contre la tyrannie du régime soviétique pendant la guerre, au point de faire alliance avec les Nazis. »

En 1986, John Sopinka, le conseiller juridique du Congrès canadien ukrainien devenu plus tard juge de la Cour suprême s'est adressé ainsi à la commission : « Je soutiens qu'il n'existe aucune preuve que les Ukrainiens étaient de près ou de loin les alliés de l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale. Non seulement les Ukrainiens n'étaient-ils pas les alliés de l'Allemagne nazie, mais ils se sont trouvés dans une position peu enviable, celle de devoir se battre à la fois contre la répression nazie et soviétique. »

De telles diffamations du peuple ukrainien sont répétées encore aujourd'hui. En réalité, on estime qu'entre 4,5 et 5 millions d'Ukrainiens ont combattu dans l'Armée rouge et beaucoup d'autres en tant que partisans. C'est l'Ukraine qui a subi le plus haut taux de mortalité aux mains des nazis proportionnellement à toute autre nation. C'est un fait incontestable que face à cette héroïque résistance, les organisations nationalistes de l'Ukraine de l'Ouest ont prêté allégeance à Hitler et ont déclaré que leur « indépendance » était liée à l'établissement d'un nouvel ordre fasciste en Europe ainsi qu'au nettoyage ethnique de tous les territoires qui feraient partie de leur « Ukraine indépendante ». John Sopinka en tire un monde imaginaire dans lequel la question est de savoir si les « Ukrainiens » étaient les alliés de l'Allemagne nazie. Au bout du compte, qui a calomnié les Ukrainiens ?

4. Les conclusions de la Commission Deschênes

Une fois établies les limites étroites de l'examen de la question de savoir si des accusations de crimes de guerre pouvaient être portées contre quelques individus, la Commission s'est acquittée de cette tâche d'une manière qui garantissait d'éviter la divulgation des organisations réactionnaires ukrainiennes qui avaient rendu de si grands services à la bourgeoisie et du rôle méprisable de l'impérialisme anglo-américain et de l'État canadien. La Commission n'a tenu aucune audience et n'a recueilli aucune preuve en dehors du Canada, c'est-à-dire là où les crimes ont été commis. Le juge Deschênes a établi des conditions très strictes pour la collecte de preuves en Union soviétique et a annoncé en même temps qu'il ne participerait pas à l'audition de preuves à l'étranger. Les autorités soviétiques ont reçu un ultimatum quant à la manière dont les preuves seraient recueillies en Union soviétique. Lorsque les autorités soviétiques ont pris leur temps pour décider comment répondre à cette demande, le juge Deschênes a rapidement conclu que la réponse à cette demande ne serait pas la bonne. Il s'est empressé de conclure que l'Union soviétique avait « pris trop de temps à répondre » et qu'il n'y avait « plus de temps » pour l'audition des preuves à l'étranger. Avec ces décisions arbitraires, il n'est pas difficile d'éliminer de la liste la grande majorité des criminels de guerre présumés. Tous ceux dont l'affaire nécessitait la collecte de preuves à l'étranger ont été rayés de la liste. Tous les membres du SS Galizien ont été sommairement écartés et il a été déclaré qu'ils avaient été innocentés de crimes de guerre au moment de leur entrée sur le territoire.

Et ainsi de suite. Au bout du compte, une personne a été dénaturisée et renvoyée en Hollande, un procès a abouti à un acquittement et la Couronne a abandonné les poursuites dans les autres affaires soumises à son examen.

En éliminant de la liste tous les membres du SS Galizien, la Commission a déclaré :

« Les membres de la division Galicia ont fait l'objet d'un contrôle individuel à des fins de sécurité avant leur admission au Canada. Les accusations de crimes de guerre de la Division de Galice n'ont jamais été étayées, ni en 1950, lorsqu'elles ont été déposées pour la première fois, ni en 1984, lorsqu'elles ont été renouvelées, ni devant cette Commission. En outre, en l'absence de preuves de participation ou de connaissance de crimes de guerre spécifiques, la simple appartenance à la Division de Galice ne suffit pas à justifier des poursuites. »

L'affirmation selon laquelle les accusations de crimes de guerre ont été enregistrées pour la première fois en 1950 est fautive, comme le montre la documentation ci-dessus, qui indique que les accusations ont été reçues pour la première fois le 23 octobre 1947. Il s'agit d'une erreur importante, car en 1947, après avoir été détenus pendant deux ans comme prisonniers de guerre, les membres de la SS Galizien ont vu leur statut modifié pour devenir des personnes déplacées, ce qui a ouvert la voie à leur immigration en Grande-Bretagne et au Canada.

Cette affirmation absurde selon laquelle tous les Canadiens d'origine ukrainienne sont attaqués quand on accuse un collaborateur nazi a servi de couverture à l'État canadien et aux « dirigeants » ukrainiens réactionnaires qu'il avait parrainés, pour continuer de prétendre qu'ils « représentent » tous les Ukrainiens. Le CCU était en quelque sorte la première expérience du gouvernement

canadien en matière d'accommodement des élites. Il a été mis sur pied par décret gouvernemental alors que, dans le même temps, les organisations culturelles, politiques et de défense créées par les travailleurs et les agriculteurs en s'appuyant sur leurs propres efforts étaient criminalisées, leurs dirigeants emprisonnés sans inculpation, leurs salles et leurs presses d'imprimerie non seulement saisies, mais remises au CCU d'Ottawa.

C'est ce CCU, parrainé et organisé par l'État, qui a tant insisté pour que les membres de la SS Galizien et les dirigeants de l'OUN soient autorisés à immigrer au Canada, malgré les vives protestations exprimées à l'époque par les organisations juives et ukrainiennes et par de nombreux autres Canadiens. Avec sa logique brutale de guerre froide, la Commission pouvait complètement fermer les yeux sur le fait qu'en termes de pertes humaines, l'Ukraine a souffert de l'agression nazie plus que toute autre nation pendant la Deuxième Guerre mondiale et que les Ukrainiens ont combattu le fascisme allemand de manière héroïque et à un coût énorme. Au lieu de cela, ceux qui ont collaboré avec les nazis et qui ont eux-mêmes commis les crimes les plus odieux sont devenus les « victimes » d'une « chasse aux sorcières ».

Conclusion

L'enquête sur les criminels de guerre nazis au Canada a été un exercice de désinformation. Il ne s'agissait pas seulement d'occulter les crimes commis par les collaborateurs nazis, y compris ceux d'Ukraine, des États baltes et de Yougoslavie. Il en va de même pour le rôle de l'État canadien, qui a non seulement épargné aux criminels de guerre le châtimeur qui leur revenait, mais a fait cause commune avec eux. Au lieu de mener une enquête objective sur les actions du gouvernement canadien et des organismes d'État, ainsi que sur la nature des crimes commis par les collaborateurs ukrainiens, la Commission a formulé des recommandations visant à porter encore plus atteinte aux droits du peuple et au droit de conscience. Sous prétexte d'empêcher l'octroi de la citoyenneté aux criminels de guerre et/ou de faciliter sa révocation, la Commission a recommandé des amendements à la *Loi sur la citoyenneté* et à la *Loi sur l'immigration*.

Dans le même but, elle a recommandé que les candidats à l'immigration se voient poser des questions spécifiques sur leurs activités militaires, paramilitaires, politiques et civiles passées, et qu'une preuve écrite et signée des réponses du candidat soit conservée tout au long de sa vie. Tout cela devait créer un précédent permettant de révoquer la citoyenneté canadienne et d'expulser les citoyens. De telles mesures avaient déjà été prises au Canada, mais elles avaient nécessité l'invocation de la *Loi sur les mesures de guerre*, comme lors de la grève générale de Winnipeg.

Notes

1. « Short Statement of Facts, United Nations War Crimes Commission charges against German war criminals of Ukrainian origin registered number : 6697/P/U/1124, case number 1124 received October 23, 1947 », de Genocide and Rescue dans Wolyn : Recollections of the Ukrainian Nationalist Ethnic Cleansing Campaign Against the Poles During World War II , Tadeusz Piotrowski editor, McFarland & Company (2000)

2. Serbyn, Roman, « Alleged War Criminals, the Canadian Media and the Ukrainian Community », www.ukmonde.com (donne une version aseptisée de l'histoire de la Division Galicie).

3. « [Les criminels de guerre : la Commission Deschênes](#) », Rédaction : Grant Purves, Division des affaires politiques et sociales. Révisé le 16 octobre 1998. [<https://publications.gc.ca/Pilot/LoPBdP/CIR/873-f.htm>]



Notes historiques sur les organisations «nationalistes» en Ukraine occidentale

Après la victoire de la Grande Révolution d'Octobre, les forces contre-révolutionnaires d'Ukraine occidentale se sont jointes aux forces de l'impérialisme et de la réaction dans leur combat contre le Nouveau. L'Ukraine occidentale faisait partie de l'Empire austro-hongrois. De 1917 jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, les « nationalistes ukrainiens » basés en Ukraine occidentale et, plus tard, à partir de leurs bases en Europe, au Canada et aux États-Unis, ont agressivement combattu la Révolution d'Octobre et oeuvré au démembrement de l'Union soviétique. Ces forces ont occupé Kiev et se sont déclarées « gouvernement suprême », ou Rada, de la République nationale ukrainienne. Le 25 décembre 1917, le congrès panukrainien de l'Ukraine soviétique a déclaré la Rada illégale. Après d'autres tentatives de courte durée pour établir son gouvernement en Galicie (Ukraine occidentale), la Galicie orientale fut placée sous le contrôle militaire de la Pologne par le Conseil suprême des quatre puissances. La guerre polono-ukrainienne s'ensuivit en juillet 1919.

Guerre civile en Union soviétique et Rada ukrainienne

La guerre civile soviétique fut une guerre des ouvriers et des paysans des nations de l'Union soviétique contre les ennemis intérieurs et extérieurs du pouvoir soviétique. Après la Grande Révolution d'Octobre, des troupes de Grande-Bretagne, de France, du Japon et des États-Unis débarquèrent en Union soviétique sans déclarer la guerre. L'Allemagne avait signé un traité de paix avec la Russie et, bien qu'elle ne participa pas ouvertement à cette intervention, elle signa un « traité » avec la Rada ukrainienne et fit entrer des troupes allemandes en Ukraine, en Géorgie et en Azerbaïdjan. La défaite de l'Allemagne en 1918 marquait le début d'une nouvelle période au cours de laquelle la nouvelle Union soviétique pouvait désormais mener ouvertement une lutte militaire et politique pour libérer l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Transcaucasie du joug de l'impérialisme allemand.

En 1920, la Pologne et le directoire ukrainien dirigé par Simon Petliura signent un traité d'alliance contre l'Union soviétique. Petliura accepte d'abandonner ses prétentions à la Volhynie et à la Galicie orientale pour combiner les forces contre l'Union soviétique. C'est la catastrophe pour les forces réactionnaires et l'armée polonaise qui sont repoussée aux portes de Varsovie par l'Armée rouge.

La noblesse polonaise attaque l'Union soviétique; campagne du général Wrangel; échec du plan polonais; déroute de Wrangel; fin de l'intervention

Dans le Précis d'histoire du Parti communiste d'Union soviétique (bolchévik), on lit à propos des événements de 1920 :

« Malgré l'écrasement de Koltchak et de Dénikine, et bien que le pays des Soviets étendît de plus en plus ses dimensions en libérant des blancs et des envahisseurs le territoire du Nord, le Turkestan, la Sibérie, le Don, l'Ukraine, etc.; bien que l'Entente eût été obligée de lever le blocus de la Russie, les États de l'Entente se refusaient néanmoins à accepter l'idée que le pouvoir des Soviets s'était montré imbattable et qu'il demeurait victorieux. Aussi décidèrent-ils de tenter une nouvelle intervention contre lui. Cette fois, les envahisseurs vont utiliser d'une part Pilsudski, nationaliste contre-révolutionnaire bourgeois, chef effectif de l'État polonais, et d'autre part le général Wrangel, qui avait rassemblé en Crimée les débris de l'armée de Dénikine et de là, menaçait le bassin du Donetz, l'Ukraine.

« Selon le mot de Lénine, la Pologne des hobereaux et Wrangel étaient comme les deux mains de l'impérialisme international, qui tentaient d'étrangler le pays des Soviets.

« Les polonais avaient leur plan : s'emparer de l'Ukraine soviétique rive-droite du Dniepr, s'emparer de la Biélorussie soviétique, rétablir dans ces régions le pouvoir des hobereaux polonais, étendre les limites de l'État polonais 'd'une mer à l'autre', de Dantzig à Odessa, et pour le concours que leur prêtait Wrangel, aider celui-ci à battre l'Armée rouge et à rétablir dans la Russie soviétique le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

« Ce plan fût approuvé par les États de l'Entente[1]. »

En avril, la Pologne envahit l'Ukraine soviétique et s'empara de Kiev. La contre-offensive de l'Armée rouge permit de reprendre Kiev et les seigneurs de la guerre polonais furent chassés d'Ukraine et de Biélorussie. « En riposte à l'attaque de l'armée polonaise, les armées rouges du front sud atteignirent dans leur élan les portes de Lvov en Galicie, tandis que l'armée du front ouest approchait de Varsovie. L'armée des hobereaux polonais allait être battue à plate couture[2]. »

Malgré cela, les actions et les ordres catastrophiques de Léon Trotski conduisent au retrait des troupes soviétiques. Si la noblesse polonaise est contrainte d'abandonner ses prétentions à l'Ukraine à l'ouest du Dniepr et à la Biélorussie, la Pologne conserve la Galicie et une partie de la Biélorussie par le traité de Riga signé le 20 octobre 1920.

C'est à cette époque que s'établissent les liens entre les services de renseignements allemands, le parti nazi et les « nationalistes » ukrainiens, lorsque Jary, le second du colonel Andrij Melnyk et plus tard agent de liaison à Berlin pour la faction OUN-Bandera, entre en contact avec des nazis de premier plan, dont Alfred Rosenberg et Herman Göring. (Alfred Rosenberg, condamné à Nuremberg et pendu comme criminel de guerre, était un important idéologue nazi qui a servi comme ministre du Reich pour les territoires allemands occupés. Göring, également condamné à mort par pendaison en tant que criminel de guerre à Nuremberg, était le commandant de la Luftwaffe et le successeur désigné d'Hitler.)

En 1922 commence une campagne terroriste contre la Pologne (la Deuxième République). L'armée et les services de renseignement allemands forment les membres des forces nationalistes ukrainiennes à l'espionnage avant leur recrutement dans l'armée polonaise. L'Allemagne continue d'offrir une formation militaire, avec une école d'officiers à Gdansk qui a diplômé 110 membres actifs de l'Organisation militaire ukrainienne (UVO).

Chronologie de l'Association des nationalistes ukrainiens

En 1928, les organisations fascistes ukrainiennes font leur apparition en Italie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne et en Galicie. L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) est fondée à Vienne en 1929 par la fusion de l'UVO et de plusieurs associations d'étudiants nationalistes – le Groupe de la jeunesse nationale ukrainienne, la Ligue des nationalistes ukrainiens et l'Union de la jeunesse nationaliste ukrainienne. L'UVO devient la branche militaire de l'OUN.

Dans l'entre-deux-guerres, l'OUN se livre à des attentats terroristes, notamment l'assassinat de personnalités politiques, de fonctionnaires de l'État et d'adversaires au sein de la population ukrainienne. Elle commet aussi des actes de sabotage. Des fonctionnaires du gouvernement et de l'État polonais ainsi que l'attaché du consulat soviétique à Lvov figurent parmi les personnes assassinées. En 1934, ses principaux militants sont arrêtés, notamment Stepan Bandera, chef de l'exécutif territorial d'Ukraine occidentale. Sa condamnation à mort a été commuée en prison à vie et Bandera et d'autres dirigeants sont restés en prison jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Ils sont libérés lorsque l'Allemagne envahit la Pologne en 1939.

Andrij Melnyk devient le chef de l'OUN lors de son deuxième congrès convoqué à Rome en 1939

sous la protection de Mussolini. Entre 1939 et 1941, les factions de l'OUN se font littéralement la guerre pour le pouvoir et se divisent en deux groupes : l'OUN-M, dirigée par Andrij Melnyk, et l'OUN-B, dirigée par Stepan Bandera. En 1940, les deux factions rencontrent Hans Frank (un nazi de haut rang qui sera condamné à mort aux procès de Nuremberg) et jurent fidélité au Troisième Reich.

L'OUN sous l'occupation allemande

L'OUN participe activement aux préparatifs de guerre contre l'Union soviétique et est utilisée par les services de renseignements militaires allemands. À la suite du pacte de non-agression germano-soviétique, les Allemands accueillent l'OUN au sein du gouvernement général sous occupation allemande, puis commencent à les recruter comme saboteurs, interprètes et policiers, établissant à cette fin un camp d'entraînement près de Cracovie. Au printemps 1941, la Wehrmacht établit également deux bataillons ukrainiens avec l'accord des bandéristes, l'un sous le nom de code « Nightingale » (Nachtigall) et l'autre sous le nom de code « Roland ».

L'OUN se charge d'accueillir les forces d'occupation allemandes à Lviv, qu'elle salue comme des « libérateurs », et exécute les premiers pogroms contre les Juifs en Ukraine occidentale. Les dirigeants de l'OUN ont l'idée grandiose de devenir les dirigeants d'une Ukraine unie comprenant l'Ukraine soviétique et l'Ukraine occidentale, qu'ils conçoivent comme faisant partie du nouvel ordre fasciste en Europe. À cette fin, le lendemain de l'invasion allemande de l'Union soviétique, l'OUN-Bandera déclare un État ukrainien indépendant à Lviv. L'« Ukraine indépendante » de l'OUN devait être un territoire ethniquement purifié, où tous les habitants non ukrainiens devaient être soit chassés, soit tués. Ils adopteront le slogan : « Vive l'Ukraine indépendante sans Juifs, Polonais et Allemands; les Polonais derrière le fleuve San, les Allemands à Berlin et les Juifs à la potence. »

L'Allemagne nazie ne s'intéresse pas à l'État ukrainien indépendant proclamé par l'OUN. Dans ce choc de deux objectifs fascistes, la mégalomanie des dirigeants de l'OUN ne peut être tolérée. Pour l'Allemagne nazie, l'Ukraine occidentale n'est pas seulement une source de produits agricoles, de matières premières et de main-d'œuvre servile, mais aussi un « lebensraum » (espace vital) dans une « Grande Allemagne », et des colons allemands sont envoyés pour coloniser la Volynie.

Toutes les factions de l'OUN considèrent que la victoire du fascisme est nécessaire à l'établissement de l'État ukrainien. Cependant, tout en continuant à jurer allégeance à Hitler, elles maintiennent leurs revendications d'un État ukrainien indépendant. Pour leur impertinence, Stepan Bandera et d'autres dirigeants de l'OUN sont assignés à résidence, puis envoyés à Zellenbau, une section du camp de concentration de Sachsenhausen où sont emprisonnées des personnalités politiques, dont le chancelier d'Autriche. D'autres dirigeants sont emprisonnés et leurs forces placées sous le commandement direct des Allemands, tandis que les dirigeants sont gardés en réserve jusqu'à ce que l'on ait à nouveau besoin d'eux. Le besoin se présente après Stalingrad, lorsque le vent de la guerre tourne. Pendant la période d'emprisonnement des dirigeants de l'OUN, les forces de l'OUN ont été organisées en unités de police et en formations militaires sous le commandement direct des Allemands. À aucun moment de leur détention les dirigeants de l'OUN ont-ils demandé à leurs partisans de cesser de servir l'Allemagne nazie. Mykola Lebed, qui a échappé à l'arrestation, devient le chef de facto de l'OUN-B et, en 1942, il forme l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA).

Crimes de guerre de l'OUN

Rien qu'en juillet-août 1941, l'OUN participe à l'assassinat de plus de 13 000 Juifs en Volynie, dans le nord-ouest de l'Ukraine, qui est alors une province polonaise. Le génocide des Juifs de Volynie est une opération des SS, mais la principale force d'exécution est constituée de policiers ukrainiens

au service des nazis. On estime à 150 000 le nombre de Juifs tués en 1942. Au final, plus de 98 % des citoyens juifs de Volynie ont péri.

L'OUN fournit des gardes pour les camps de concentration et les ghettos et, après 1943, des membres des auxiliaires de la SS. Trawniki, un camp de travail SS, est établi comme centre de formation pour les gardes des camps de concentration. Ils constituent également la principale force de garde dans d'autres camps tels que Sobibor, Treblinka, Belzec, Trawniki et d'autres.

En 1941, l'OUN conclut un accord avec la Wehrmacht pour créer des légions ukrainiennes et deux régiments de l'OUN-B, Nachtigal et Roland, sont mis sur pied; ils sont ensuite dissous et rejoignent les rangs de l'UPA. L'OUN-B et l'OUN-M forment et entraînent des groupes dont la tâche est de suivre les traces de l'armée allemande dans l'invasion de l'Union soviétique. Il s'agit de collaborateurs dont le rôle est de mettre en place les administrations locales, les milices et la police auxiliaire, d'organiser les cellules de l'OUN, de tenter de recruter de nouveaux membres et de « combattre les juifs et les communistes ». Le groupe de Bandera est également autorisé à mener des activités politiques en Ukraine occidentale. L'Allemagne recrute également les nationalistes ukrainiens dans ses forces armées et ses organisations paramilitaires.

L'UPA, créée en 1943, et l'unité SS qui lui est étroitement associée, la SS Galizien, dont la création a été approuvée par l'OUN-M, jouent un rôle tout à fait insignifiant en tant qu'armée régulière. L'OUN/UPA et le SS Galizien participent chacun à une bataille contre l'Armée rouge et, à chaque fois, leurs forces sont décimées. Selon Heinrich Himmler, chef de la SS, la Waffen SS Galizien comptait environ 25 000 Ukrainiens en 1944. Ils n'ont affronté l'Armée rouge qu'une seule fois, à Brody, dans l'ouest de l'Ukraine, du 13 au 22 juillet 1944. Au cours de cette bataille, la force combinée germano-ukrainienne est décimée. Les survivants sont réorganisés et rejoints par de nouveaux volontaires, tandis que d'autres désertent et rejoignent l'UPA.

Les SS Galizien et l'UPA étaient étroitement liés. Wasyl Veryha, ancien membre et historien du SS Galizien, qui a vécu à Toronto jusqu'à sa mort en 2008, a déclaré : « Tout en rappelant les faits assez bien connus selon lesquels le personnel formé dans la division [SS Galizien] était devenu l'épine dorsale de l'UPA, il convient de mentionner que le commandement de l'UPA envoyait également des groupes de son personnel à la division pour y recevoir une véritable formation militaire[3]. »

Le rôle principal joué par l'UPA n'était pas d'engager l'Armée rouge, mais d'assassiner et de commettre le génocide contre des populations civiles. Il s'agit notamment d'actes visant à tuer ou à éliminer l'ensemble de la population polonaise et juive d'Ukraine occidentale, ainsi que du meurtre d'Ukrainiens qui avaient rejoint les partisans pour combattre les nazis, et d'attaques contre les partisans de l'Ukraine soviétique. Les témoignages des survivants et les documents provenant de nombreuses sources, y compris les archives allemandes et polonaises, les sources d'archives sur l'Holocauste et les dossiers de l'OUN, indiquent que parmi les raisons de l'exécution de personnes de nationalité ukrainienne par l'OUN/UPA figuraient l'appartenance, passée ou présente, au parti communiste, l'adhésion aux partisans, le refus de participer aux massacres, le refus de rejoindre l'OUN/UPA, l'assistance aux Polonais, les « mariages mixtes » et le refus de tuer des femmes et des enfants polonais.

De nombreux documents de la Wehrmacht et de l'Abwehr relatant les réunions avec les représentants de l'UPA notent que l'Allemagne a exigé à plusieurs reprises que l'OUN fasse preuve d'une loyauté totale à l'égard des intérêts allemands. L'OUN a joué un rôle très important dans le génocide de la population juive, dans la lutte contre les partisans, dans les punitions collectives infligées à des villages entiers qui aidaient les partisans, etc. Mais le génocide en masse des villageois polonais et la destruction des villages, dont on avait besoin pour le travail forcé ou pour fournir leur quota de produits agricoles, ont été considérés comme contre-productifs. Il s'agit là d'un point d'achoppement pour l'UPA, qui s'oppose à toute limitation de son programme d'épuration ethnique et de génocide.

L'avancée des forces soviétiques

Les raids des partisans soviétiques contre les forces nazies en Ukraine occidentale commencent dès 1942. Après Stalingrad, davantage de partisans soviétiques ukrainiens s'installent en Volynie. La semaine suivant la victoire de Stalingrad, le 2 février 1943, le mouvement des partisans ukrainiens ordonne de nouvelles opérations en Volynie. Le vent tourne. C'est à ce moment crucial, alors que l'énorme sacrifice des peuples soviétiques fait reculer l'armée allemande, que l'OUN-B annonce la formation de l'UPA.

Les forces placées sous l'influence ou la direction de l'OUN sont l'épine dorsale de l'occupation allemande. L'ensemble de l'administration civile à Rivne, siège de la Commission du Reich pour l'Ukraine, ne compte que 252 personnes et les Ukrainiens dirigés par l'OUN jouent un rôle crucial dans l'administration et l'assujettissement de l'Ukraine occidentale pour le compte de l'Allemagne nazie.

Lorsque la défaite allemande apparaît inévitable, comme des rats quittant un navire en perdition, l'OUN-B lance l'appel à désertre les unités de police allemandes et à rejoindre l'UPA nouvellement formée. C'est à cette époque qu'elle s'engage dans quelques escarmouches avec des unités allemandes en retraite pour s'emparer d'armes, actions qui, selon elle, prouveront plus tard que l'OUN a « combattu à la fois les nazis et l'Armée rouge ». L'OUN cherche désespérément à empêcher les Ukrainiens de rejoindre les rangs des partisans soviétiques. L'OUN a établi sa domination de la population ukrainienne en Ukraine occidentale non pas grâce au soutien populaire, mais en tant que collaborateur de l'occupant. Elle a recours à la terreur contre la population ukrainienne et son autorité sur la population n'est en rien assurée. Il est également possible qu'elle se soit engagée dans certaines de ces escarmouches mineures pour tenter de convaincre la population qu'elle « combattait les nazis ». L'OUN/UPA a joué un double jeu, diffusant parfois de la propagande anti-allemande pour tenter de gagner en crédibilité auprès des paysans tout en continuant à prêter allégeance à Hitler et au nouvel ordre fasciste en Europe.



Polonais victimes d'un massacre commis par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne dans le village de Lipniki, Wolyn (Volhynie), 1943

L'UPA met alors à profit l'expérience qu'elle a acquise dans l'organisation d'exécutions de masse et la chaîne contre la population polonaise. Le chef de l'OUN, Mykola Lebed, propose d'expulser tous les non-Ukrainiens de l'ensemble du territoire de la Volynie. Fin avril 1943, un sommet de l'OUN remplace Lebed par Roman Shukhevych, et un commandement central est établi pour toutes les forces de l'UPA sous la direction de Shukhevych, avec environ 40 000 hommes. L'assaut contre les citoyens polonais de Volynie commence bientôt. Les forces de l'OUN/UPA en tuent au moins 50 000 et obligent les autres à fuir. Les soldats de l'UPA encerclent les colonies et les villages, brûlent les maisons, tirent sur ceux qui tentent de s'échapper ou les forcent à rentrer à l'intérieur pour y être brûlés vifs.

Les unités de partisans mènent une lutte héroïque contre l'UPA. Ces unités de partisans comprennent des partisans ukrainiens, polonais et juifs, y compris des survivants juifs de la destruction des ghettos qui avaient été hébergés par des paysans à la campagne ou avaient survécu dans les bois.

Le 27 juillet 1944, l'armée soviétique libère Lvov. Malgré les désertions de la SS Galizien et la formation de l'UPA, la coopération avec l'Allemagne se poursuit. En septembre 1944, l'UPA demande et reçoit des nazis des armes, des fournitures et du matériel radio. Elle utilise ces armes et ces fournitures pour tendre des embuscades aux officiers et aux soldats de l'Armée rouge et pour continuer à assassiner en masse les Polonais et les antifascistes de toutes les nationalités, y compris les Ukrainiens. L'OUN/UPA fera par la suite des déclarations fantastiques sur le nombre énorme de soldats de l'Armée rouge qui ont dû être déployés pour venir à bout de ces embuscades, mais il semble qu'il s'agissait d'histoires destinées à impressionner les États-Unis et à améliorer les conditions de vente de ses services à un nouveau maître.

L'Allemagne libère finalement tous les dirigeants de l'OUN des camps de concentration à l'automne 1944 afin d'aider l'effort de guerre allemand qui se détériore rapidement. À ce moment-là, toute la Pologne orientale est libérée par l'Armée rouge. Le SS Galizien est envoyé en Tchécoslovaquie pour combattre les partisans, puis en Yougoslavie.

L'OUN/UPA après la défaite du fascisme



Des membres de la Waffen SS Galizien sont transférés en Angleterre, 1947.

La victoire sur le fascisme devenant imminente, tous les principaux dirigeants nationalistes sont convoqués à Berlin dans les derniers jours du Troisième Reich. Les SS Galizien se rendent aux Britanniques et sont emprisonnés en Italie. En 1947, on leur permet, en tant qu'entité, d'immigrer en Grande-Bretagne et, plus tard, au Canada. Un grand nombre de membres de l'OUN-UPA immigrent également au Canada et aux États-Unis.

La campagne de terreur organisée par l'OUN/UPA ne s'arrête pas là. Leur campagne de nettoyage ethnique, d'incendie de villages, de massacre de Polonais et d'attaques terroristes contre des fonctionnaires, des membres des forces armées, des membres de divers partis politiques et de sabotage industriel se poursuit de 1945 à 1947, désormais soutenus par les États-Unis comme un élément crucial de leur plan de guerre contre l'Union soviétique.

Notes sur la conception du monde fasciste de l'OUN/UPA

Deuxième congrès de l'OUN-B, avril 1941, extrait des archives de l'OUN :

« Les Juifs d'URSS constituent le soutien le plus fidèle du régime bolchevique au pouvoir dans l'avant-garde de l'impérialisme moscovite en Ukraine. Le gouvernement moscovite-bolchevique exploite les sentiments antijuifs des masses ukrainiennes pour détourner leur attention de la véritable cause de leur malheur et pour les canaliser, dans les moments de frustration, dans des pogroms contre les Juifs. L'OUN combat les Juifs en tant qu'auxiliaires du régime moscovite-bolchevique et rend simultanément les masses conscientes du fait que l'ennemi principal est Moscou[4]. »

D'après les archives allemandes (rapports des Einsatzgruppen, 16 juillet 1941), note signée par le groupe OUN-B :

« Vive l'Ukraine indépendante sans Juifs, Polonais et Allemands; les Polonais derrière le fleuve San, les Allemands à Berlin et les Juifs à la potence[5]. »

Objet : Collaboration de l'OUN/UPA avec l'Allemagne nazie, extrait des archives allemandes de Ridna Zemlia – une publication de l'OUN-M de Lvov, 16 juillet 1944 :

« La guerre durera jusqu'à ce que les Allemands soient victorieux avec toute l'Europe, jusqu'à ce que les forces obscures périssent, jusqu'à ce que le bolchevisme et l'impérialisme anglo-américain s'effondrent. [...] L'ennemi ne brisera pas l'esprit de l'Allemagne et de l'Europe ! [...] Nous, Ukrainiens, devons suivre l'exemple de la nation allemande, de sa détermination spirituelle à survivre jusqu'à la dernière bataille, jusqu'à la dernière victoire. Finies les hésitations, finis les doutes, finie la résignation ! Seul le dévouement total à la tâche à accomplir mènera à la victoire totale[6]. »

Extrait du journal de l'amiral Wilhelm Canaris (chef du service de renseignement militaire allemand, l'Abwehr) :

« Je devrais faire les préparatifs appropriés avec les Ukrainiens pour que, si cette alternative (l'incorporation de la Galicie en tant qu'État nominalement indépendant sous le Troisième Reich) devenait réalité, l'organisation Melnyk (OUN) puisse produire un soulèvement qui viserait à l'anéantissement des Juifs et des Polonais[7]. »

Rapport de terrain des territoires de l'Est à Gerhard von Mende, directeur du département des affaires dans les territoires occupés de l'Est, ministère du Troisième Reich, 2 novembre 1944 :

« Dans l'intérêt de la réalisation de ses objectifs, l'UPA – à partir de 1944 – a lancé une initiative pour lier ses plans aux unités locales de la Wehrmacht. En même temps, des ordres ont été donnés à ses unités pour qu'elles soutiennent les activités de la Wehrmacht et qu'elles cessent d'attaquer les soldats allemands individuels ou les petites unités de l'armée dans le but d'obtenir des armes à feu ou d'autres fournitures. La préparation adéquate du terrain au sein de la population ukrainienne et l'élimination des obstacles politiques à sa coopération militaire avec les Allemands ont abouti à un type unique de coopération générale entre l'UPA et la Wehrmacht en août 1944.

« En ce qui concerne l'étendue et les moyens de cette coopération, de sérieuses divergences sont apparues entre la direction de l'OUN et celle de l'UPA, car les diverses nécessités militaires découlant des batailles avec l'Armée rouge ne correspondaient pas toujours à la politique de l'OUN. Cette organisation s'est tenue à l'écart et il lui importe beaucoup que sa coopération militaire avec l'Allemagne, et en particulier avec la Wehrmacht, ne soit pas révélée au grand jour.

« Tout comme ses relations avec les Allemands, les relations de l'UPA avec les Polonais et les petites nationalités de l'Union soviétique sont restées sous l'influence des concepts politiques de

l'OUN. Une guerre mondiale d'extermination a été déclarée contre les Polonais en raison des tensions séculaires entre ces deux nations. En ce qui concerne les autres nationalités de l'Union soviétique, une politique de coalition a été entreprise sur la base d'une guerre mutuelle de libération à mener contre l'Union soviétique, ou plutôt la Russie, qui a trouvé son expression également dans la phase d'organisation (en incorporant des unités individuelles de ces nationalités dans l'UPA). [...]

« L'UPA menait ses activités à trois niveaux : a) anti-allemand; b) anti-polonais; c) antisoviétique.

« Sous le cri de guerre de la 'vengeance' pour la politique polonaise d'extermination dans les années 1918-39 et l'attitude hostile sous l'occupation soviétique, puis allemande, l'OUN-UPA a entamé une campagne d'anéantissement des Polonais, qui a libéré tous les instincts associés à la vengeance découlant d'animosités séculaires et dont l'objectif était la destruction physique totale de tout ce qui était polonais sur ce territoire. Quelle que soit la raison invoquée pour justifier cette guerre ('les Polonais sont les agents de destruction soviétiques', 'les Polonais dressent les Allemands contre les Ukrainiens', etc.), on ne peut nier que l'objectif de l'OUN-UPA était de nettoyer le territoire ukrainien de tout ce qui était polonais, ou du moins de détruire ce que les Polonais avaient réalisé sur ce territoire dans les années 1918-39. Le canevas de la carte des nationalités, et en premier lieu en Volynie, est appelé à changer fondamentalement à la suite de cette guerre[8]. »

Notes sur les dirigeants de l'OUN/UPA

Andrij Melnyk

Leader de l'OUN-M, Melnyk soutenait ouvertement le fascisme. En 1939 il écrivait : « Aujourd'hui [...] à nos côtés se trouvent d'autres nations – l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon – dont les victoires visent l'anéantissement final de l'ennemi commun. Dans cette bataille, la tâche principale revient à l'Ukraine. La conclusion rapide de cette bataille dépend de la force et de la ténacité de la nation ukrainienne[9]. »

Après la guerre, Melnyk s'enfuit à l'Ouest et vit au Luxembourg, en Allemagne de l'Ouest et au Canada. Il reste politiquement actif et dirige un certain nombre d'organisations d'émigrés ukrainiens. Il meurt à Clervaux, au Luxembourg, à l'âge de 73 ans en 1964.

Stepan Bandera

Stepan Bandera était un membre éminent de l'Organisation des nationalistes ukrainiens et, plus tard, le chef de la faction Bandera de l'OUN (OUN-B). Il a été arrêté par les autorités polonaises en 1934 et condamné à mort pour son rôle dans l'assassinat du ministre polonais de l'Intérieur, mais sa peine de mort a été commuée en prison à vie. Il est libéré par les nazis après la chute de la Pologne. Arrêté pour avoir refusé d'annuler la proclamation d'indépendance de l'Ukraine publiée au lendemain du début de l'invasion allemande de l'Union soviétique, il séjourne au camp de concentration de Sachsenhausen de juillet 1941 à septembre 1944. La mort de ses deux frères à Auschwitz est souvent citée par les nationalistes ukrainiens comme la preuve qu'ils ont « combattu les nazis ». En fait, les frères ont été tués par des gardes polonais, probablement en représailles de la campagne de nettoyage ethnique menée par l'OUN contre les citoyens polonais de Volynie.

Il devient chef de l'OUN à l'étranger en 1947 (bien que des divisions entre factions continuent de remettre en cause son leadership).

Élu membre de la direction de l'OUN en 1945 et chef en 1947, Bandera s'en tient résolument aux principes de ce que ses partisans appellent le « nationalisme intégral », c'est-à-dire le fascisme sous un autre nom. En mai 1953, il est élu chef des sections de l'OUN à l'étranger.

Bandera est mort en Allemagne (de l'Ouest) en 1959, apparemment victime d'un gaz cyanuré,

attribué par l'Allemagne de l'Ouest au KGB. Ses descendants, dont son petit-fils, vivent au Canada et poursuivent une campagne permanente pour le défendre et nier toute accusation de crimes de guerre. Son petit-fils a également participé activement à la « révolution orange ».

Dmytro Dontsov

Dontsov était un idéologue fasciste qui a exercé une influence majeure sur l'idéologie adoptée par l'OUN. Il a publié *Natsionalizm* en 1926. Adeptes de Mussolini, il propose une conception fasciste de la nation ukrainienne. « Le deuxième fondement de l'idée d'une nation saine devrait être l'aspiration à la guerre, la conscience de sa nécessité sans laquelle les actes héroïques sont impossibles, de même qu'une vie intensive ou la foi en elle ou le triomphe de toute nouvelle idée qui cherche à changer la face du monde[10]. »

Dontsov quitte l'Ukraine en 1939. Il émigre aux États-Unis en 1947, puis au Canada en 1948, où il enseigne la littérature ukrainienne à l'Université de Montréal. Au Canada, il continue d'écrire pour la presse ukrainienne émigrée, principalement celle de la faction Bandera de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Il meurt à Montréal en 1973 à l'âge de 90 ans.

L'Encyclopédie de l'Ukraine : « Les écrits de Dontsov sont marqués par une argumentation passionnée et un style dynamique. Il citait assez librement ses adversaires idéologiques. Dontsov a changé plusieurs fois de vision du monde : il a embrassé le socialisme, puis y a renoncé; il a rejeté la religion, puis a prôné une église militante. Toute son oeuvre est clairement dirigée contre la Russie et contre l'idée d'une fédération de l'Ukraine avec la Russie. En défendant inconditionnellement l'idée de l'indépendance ukrainienne, Dontsov a attaqué l'impérialisme russe sous toutes ses formes et a contribué de manière décisive à l'affaiblissement du russophilisme et à l'influence des idées communistes en Ukraine occidentale dans les années 1920. Il a souligné que l'Ukraine était organiquement liée à l'Occident et a fermement condamné les tendances des Ukrainiens des XIXe et XXe siècles qui ont affaibli ce lien. Profondément influencé par la débâcle de la lutte ukrainienne pour l'indépendance (1917-20), dont il blâme les dirigeants, il idéalise les traditions cosaques et insiste de plus en plus sur l'importance du traditionalisme et d'une caste dirigeante, ainsi que sur la nécessité du militantisme et de l'activisme chez les jeunes générations. Son idéologie repose sur les principes du volontarisme et de l'idéalisme : la volonté irrationnelle est, selon lui, la principale force dans la vie de l'individu et de la société. Dontsov pense que les idées ont joué un rôle de plus en plus important dans l'histoire; il dénonce donc le marxisme et le matérialisme historique, ce qui lui vaut les attaques acerbes des camps socialistes et surtout communistes. Grâce à son style brillant et à ses talents d'orateur, les idées de Dontsov ont eu un impact considérable sur l'esprit de nombreux jeunes Ukrainiens de Galicie dans les années 1930. Le nationalisme et l'idéalisme deviennent une idéologie dominante. Les thèses de Dontsov ont constitué dans une large mesure la base de l'activité révolutionnaire clandestine de l'Organisation des nationalistes ukrainiens dans les années 1930. Son idéologie (le dontsovisme) est combattue par les cercles démocratiques et catholiques ukrainiens, qui condamnent son éthique antidémocratique et élitiste et sa justification amorale (dans son système de monisme volontariste et panthéiste) de toute action bénéficiant à la primauté de la nation. Plus que n'importe lequel de ses contemporains, Dontsov était une figure à la fois adulée et vilipendée[11]. »

Mykola Lebed

Mykola Lebed était un membre éminent de l'OUN-B et de l'UPA. Il a été emprisonné par le gouvernement polonais en 1936 pour son rôle dans l'assassinat du ministre polonais de l'Intérieur. À la suite de l'attaque allemande, il a été libéré ou s'est évadé en 1939. Il a réussi à échapper à l'arrestation et est devenu le dirigeant de facto de l'OUN, les autres dirigeants étant en prison. Lebed s'est rendu à Rome et sous la protection du Vatican en 1945 avec un trésor de noms et de contacts d'antisoviétiques tant en Ukraine occidentale que dans les camps de personnes déplacées, l'attrait qu'il a utilisé pour vendre ses services à l'impérialisme américain. Lebed est passé clandestinement de Rome à Munich en décembre 1947. Il est mort à Pittsburgh à l'âge de 89 ans en 1998.

Notes

1. Précis d'histoire du Parti communiste d'Union soviétique (bolchevik)
2. *Ibid*
3. Tadeusz Piotrowski, *Poland's Holocaust : ethnic strife, collaboration with occupying forces and genocide in the Second Republic, 1918-1947*, 1998, p. 227
4. Tadeusz Piotrowski, *Genocide and Reçue in Wolyn*, 2000, p. 177
5. *Ibid*, p. 177
6. *Ibid*, p. 236-237
7. Alexander Dallin, *German Rule in Russia, 1941-1945 : A Study of Occupation Policies*, 2e édition, (Londres : MacMillan, 1981), page 115
8. Piotrowski, *op. cit.* annexe C, extraits de documents, p. 213-14
9. *Genocide and Reçue in Wolyn*, p. 214
10. *Ibid*, p. 224
11. « Dmyto Dontsov », Encyclopédie de l'Ukraine
(Centre de ressources Hardial Bains)



Les États-Unis ont construit l'OTAN en la plaçant sous la responsabilité de criminels de guerre nazis

– Dougal MacDonald –

Alors que la situation en Ukraine se développe, la propagande impérialiste continue de promouvoir la fausse notion que l'OTAN (et par défaut les États-Unis) est d'une manière ou d'une autre une alliance pour la paix. Cette fraude est perpétuée pour tenter de convaincre les gens que la situation en Ukraine peut être résumée de façon simpliste à la « mauvaise » Russie d'un côté et aux « bons » États-Unis/OTAN de l'autre. Par conséquent, tout le monde devrait soutenir les États-Unis et l'OTAN et s'opposer à la Russie, et cela finira par apporter la paix sur terre.

Outre le fait que toute l'histoire des États-Unis et de l'OTAN est axée sur la guerre contre d'autres pays plutôt que sur la paix, ce gros mensonge est également réfuté par l'histoire de l'OTAN elle-même.

Les faits montrent que dès que les hitlériens se sont rendus, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique ayant joué le rôle principal dans leur défaite, les Anglo-Américains ont commencé à aider l'Allemagne à se reconstruire, économiquement et militairement. L'Allemagne devait servir de rempart contre l'Union soviétique socialiste, le prétendu allié de guerre des Anglo-Américains, désormais désigné comme leur principal ennemi. Ce plan d'après-guerre, qui était déjà en cours d'élaboration avant la fin de la guerre, comprenait la formation de l'alliance agressive de l'OTAN en 1949, au sein de laquelle un certain nombre de chefs militaires d'Hitler ont joué des rôles clés.

Un exemple typique est le général Adolf Heusinger, un officier militaire de carrière qui, au début de la Deuxième Guerre mondiale, a fait partie de l'état-major de campagne du quartier général

allemand et a participé à la planification des invasions nazies de la Pologne, du Danemark, de la Norvège, de la France et des Pays-Bas. Les nazis ont perpétré contre la Pologne un des pires crimes que l'histoire n'ait jamais connus.

La Pologne a subi le plus grand nombre de victimes par habitant de tous les pays européens, avec un total d'environ six millions de personnes tuées. Heusinger a gravi rapidement les échelons de l'administration de la Wehrmacht et, en 1944, il a été nommé par Adolf Hitler chef d'état-major général de l'armée.



Adolf Heusinger avec le secrétaire américain à la Défense de l'époque Robert McNamara au Pentagone, 28 février 1964

Après la guerre, Adolf Heusinger a été interrogé par les Américains mais n'a pas été jugé. Un document déclassifié de la CIA indique : « Lors de sa reddition aux autorités de l'armée américaine en mai 1945, la question de l'implication de [Heusinger] en tant que criminel de guerre s'est posée en rapport avec certains ordres qu'il a signés et transmis et qui ont scellé le sort des officiers d'endoctrinement politique russes et des commandos alliés capturés. Toutefois, compte tenu de l'attitude coopérative de Heusinger à Nuremberg et du fait qu'il n'avait fait que parapher les ordres lors de leur transmission, aucune action n'a été entreprise. Au lieu de cela, Heusinger a servi comme consultant en recherche sans rémunération pour le Bureau du chef du service juridique des États-Unis pour les crimes de guerre à Nuremberg, périodiquement, entre 1945 et 1948. »

Ainsi, au lieu d'être jugé pour crimes de guerre, Heusinger est devenu conseiller pour les questions militaires auprès de Konrad Adenauer, nommé premier chancelier de l'Allemagne de l'Ouest en 1949. Un des premiers actes d'Adenauer fut la dénonciation de la dénazification de l'Allemagne et l'amnistie des criminels de guerre nazis. À la fin du mois de janvier 1951, près de 800 000 criminels de guerre avaient bénéficié de l'amnistie. Konrad Adenauer et John J. McCloy, haut-commissaire américain pour l'Allemagne et plus tard président de la Chase Manhattan Bank des Rockefeller et de la Fondation Ford, étaient liés par le mariage. McCloy a joué un rôle clé dans la libération anticipée de nombreux criminels de guerre nazis condamnés à Nuremberg, notamment les industriels Alfried Krupp et Friedrich Flick, qui sont retournés s'enrichir en jouant un rôle de premier plan dans l'économie allemande d'après-guerre.

Avec la création en 1955 de la Bundeswehr, les forces armées ouest-allemandes reconstituées, Heusinger est retourné au service militaire et a été nommé lieutenant-général en 1955. En 1957, il a été promu général et nommé premier inspecteur général de la Bundeswehr. Il a occupé cette fonction jusqu'en 1961. En 1961, Heusinger a été nommé président du Comité militaire de l'OTAN, ce qui a fait de lui le principal porte-parole militaire de l'OTAN et, en 1963, il est également devenu le chef d'état-major de l'OTAN, une fonction qu'il a occupée jusqu'en 1964.

Plusieurs autres anciens nazis de premier plan ont suivi un parcours similaire, notamment en tant que commandants en chef des forces centrales alliées en Europe. En voici quelques exemples :

– Le général Hans Speidel, qui a participé aux invasions de la Pologne, de la France et de l'Union soviétique, a joué un rôle clé dans le réarmement de l'Allemagne et son intégration à l'OTAN, et est devenu en 1957 commandant en chef des forces alliées d'Europe centrale.

– Le Sturmführer Dr. Eberhardt Taubert a travaillé avec Goebbels au ministère nazi de la Propagande, où il a été responsable de la conception de l'étoile jaune pour les Juifs. Après la guerre, il est devenu conseiller de l'ex-nazi Franz Josef Strauss, ministre allemand de la défense de 1956 à 1962, et a été affecté par Strauss au « département de la guerre psychologique » de l'OTAN, qui

crachait de la propagande anticommuniste tout comme le ministère de Goebbels l'avait fait pendant la guerre.

– L'amiral nazi et commandant de sous-marin Friedrich Guggenberger, dont le sous-marin a coulé 17 navires alliés, a ensuite été chef d'état-major adjoint du commandement des forces armées du Nord (AFNORTH) de l'OTAN de 1968 à 1972.

– Johannes Steinhoff, pilote de chasse de la Luftwaffe, a été nommé président du Comité militaire de l'OTAN de 1971 à 1974, après avoir occupé d'autres postes à l'OTAN.

– Johann von Kielmansegg, officier d'état-major général auprès du haut commandement de la Wehrmacht, de 1942 à 1944, a été commandant en chef des forces alliées d'Europe centrale de l'OTAN, en 1967-68.

– Ernst Ferber, major dans la Wehrmacht, a été commandant en chef des forces alliées en Europe centrale de l'OTAN de 1973 à 1975.

– Karl Schnell, premier officier d'état-major général du LXXVIe Corps de Panzers, a été commandant en chef des forces alliées en Europe centrale pour l'OTAN de 1975 à 1977.

– Franz Joseph Schulze, chef de la troisième batterie du 241^e régiment de DCA, a été le commandant en chef des forces alliées en Europe centrale de 1977 à 1979.

– Ferdinand von Senger und Etterline, lieutenant de la 24^e division Panzer de la sixième armée allemande, a été le commandant en chef des forces alliées en Europe centrale, entre 1979 et 1983.

Les faits historiques sont clairs. Au lieu d'être jugés et de payer pour les innombrables crimes qu'ils ont planifiés et commis, Heusinger, Speidel et d'autres grands criminels de guerre nazis ont bénéficié d'un laissez-passer de la part des Anglo-Américains. Au lieu de rendre des comptes, ils ont été récompensés pour les services qu'ils ont rendus aux nazis en se voyant confier des rôles clés dans la reconstruction de l'armée ouest-allemande pour s'opposer à l'Union soviétique et en étant nommés fonctionnaires clés de l'OTAN en Europe dans le même but néfaste. Il existe un lien évident entre les nazis, les occupants américains, l'armée ouest-allemande et l'OTAN, qui révèle une fois de plus le véritable rôle de l'OTAN.

L'OTAN n'a jamais été une force de paix ou une défense contre une menace soviétique fictive. Au contraire, elle a toujours été une alliance militaire agressive qui existe uniquement pour servir les objectifs de la domination impérialiste américaine sur le monde.

LML Quotidien, le 28 mars 2022)



Les accords de Munich de 1938 et la fraude de l'histoire

Falsifier le passé pour justifier les crimes du présent

Les 29 et 30 septembre sont le 85^e anniversaire des accords honteux de Munich signés entre les gouvernements britannique et français, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste en 1938.

Les accords de Munich signés par la Grande-Bretagne et la France avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste est un épisode honteux de l'histoire de ces pays, mais les médias et les experts restent très silencieux à ce sujet. L'ovation que l'ensemble du parlement canadien a récemment donnée à un criminel de guerre nazi ukrainien avoué qu'on avait laissé entrer au Canada après la

Deuxième Guerre mondiale est sans doute l'occasion de montrer comment le Canada a en fait facilité, sinon participé activement à, toutes les tentatives d'anéantir la Russie soviétique et a participé à l'infamie tout en accusant la Russie d'être l'agresseur. La trahison de la Grande-Bretagne et de la France à Munich et le refus de ces puissances européennes de signer un pacte de défense mutuelle avec l'URSS ont scellé le destin des peuples d'Europe. L'annexion ultérieure des Sudètes par Hitler a détruit le système de défense de la Tchécoslovaquie et rendu inévitable l'occupation de toute la Tchécoslovaquie par Hitler. Le sacrifice de la Tchécoslovaquie a été, à toutes fins utiles, la déclaration de la Grande-Bretagne et de la France qu'elles ne concluraient pas d'alliance avec l'Union soviétique. La politique de la Grande-Bretagne, de la France et même du Canada à l'époque, dont témoigne le journal personnel du premier ministre de l'époque, William Lyon Mackenzie King, consistait à pousser Hitler à avancer vers l'Est et d'attaquer l'Union soviétique.



Le premier ministre britannique Neville Chamberlain serre la main d'Hitler lors de la signature des accord de Munich en 1938.

Les médias canadiens passent sous silence le fait que William Lyon Mackenzie King a rencontré Hitler en Allemagne en 1937 et que, avec la bénédiction du premier ministre britannique Neville Chamberlain, il a fait preuve de « compréhension » envers les ambitions d'Hitler à l'Est.

Les accords de Munich ont livré la Tchécoslovaquie à l'occupation de l'Allemagne nazie et à son démembrement par d'autres puissances. Ils ont constitué le point culminant de la politique réactionnaire d'apaisement suivie par le gouvernement britannique et ses alliés, dont le Canada. Cette politique visait à encourager et à récompenser les agressions fascistes en général, comme l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie, et en particulier à encourager l'expansion vers l'est de l'Allemagne nazie, à occuper des territoires comme l'Ukraine, ainsi que l'Union soviétique. Le gouvernement britannique espérait depuis longtemps que le fascisme anéantirait le bolchevisme et mettrait fin à l'édification du premier État socialiste du monde.

Face à l'agression nazie, l'Union soviétique a demandé à la Grande-Bretagne et à la France de signer un pacte d'assistance mutuelle comportant des clauses militaires, sur la base de sa politique de sécurité collective contre une telle agression, dont elle défendait les principes depuis longtemps. Les gouvernements britannique et français ont refusé cette offre, préférant suivre une politique d'apaisement envers Hitler et Mussolini. Ils se sont réunis à Munich sans la participation des gouvernements de la Tchécoslovaquie et de l'Union soviétique.



Chamberlain arrive à l'aéroport d'Oberwiesenthal pour signer l'accord à Munich, 1938.

c'est aussi la liberté et la démocratie de toutes les nations. » Au Parlement, il condamne le premier ministre Chamberlain, qui a évoqué avec mépris « une querelle dans un pays lointain entre des gens

dont nous ne savons rien ». Churchill a dit : « Vous avez eu à choisir entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur, et vous aurez la guerre. »

Les accords de Munich qui, entre autres, cédaient à Hitler l'importante industrie d'armement de la Tchécoslovaquie, ont scellé le destin de l'Europe et, un an plus tard, ont directement conduit au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en septembre 1939.

Pour empêcher que les conséquences tragiques de la guerre par procuration menée par les États-Unis en Ukraine ne soient connues du public, ainsi que la corruption et les crimes du gouvernement fantoche de Volodymyr Zelensky et de Zelensky lui-même, de grands efforts sont déployés pour déformer et falsifier l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, les causes de la guerre, le rôle de l'URSS, que les impérialistes anglo-américains appellent encore aujourd'hui les « agresseurs » de la Deuxième Guerre mondiale, et le rôle des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne, du Vatican et d'autres pays qui ont donné refuge aux criminels de guerre nazis et ont même élevé les pires d'entre eux à des positions de pouvoir dans le cadre des accords anticommunistes d'après-guerre. L'essence de la propagande de la guerre froide qu'ils ont lancée consistait à assimiler le communisme au fascisme pour justifier la persécution des communistes et la glorification des nazis à qui ils ont donné refuge en les qualifiant de combattants de la liberté.



Chamberlain brandit le tristement célèbre document de Munich, « La paix pour notre temps », 1938.

En septembre 2019, le Parlement européen a même adopté une résolution sur « l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe », dont l'objectif principal était d'assimiler le communisme et le fascisme et de blâmer l'Union soviétique pour avoir « divisé l'Europe et les territoires des États indépendants entre les deux régimes totalitaires et les avoir regroupés dans des sphères d'intérêt, ce qui a ouvert la voie à la Seconde Guerre mondiale ».

La BBC a produit une série de docu-fictions, *Rise of the Nazis*, qui a également occulté une grande partie de l'histoire pertinente, notamment parce qu'elle s'est largement concentrée sur les actions des individus et a ignoré le fait que le fascisme en Allemagne a été nourri non seulement par les cercles les plus réactionnaires de ce pays, mais aussi par les cercles dirigeants des États-Unis, ainsi que de la Grande-Bretagne et de la France. Ce sont les États-Unis qui ont non seulement suivi une politique d'apaisement envers l'Allemagne nazie, mais aussi financé et réarmé l'Allemagne de la République de Weimar, notamment avec le plan Dawes de 1924 et le traité naval germano-britannique de 1935.

À titre d'information

Falsificateurs de l'histoire – Texte intégral de la notice historique datant de 1948 du Bureau d'Information Soviétique auprès du Conseil des Ministres de l'URSS



